

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression Française .. 1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs 800 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
Etranger	1 an 6 mois
Ordinaire	1.600 frs 900 frs
Avion	3.750 frs 2.300 frs
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
Par porteur ou par poste :	
Togo, France et autres Pays	
d'expression française 90 frs	
Etranger : Port en sus.	

Prix du
numéro

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces,
s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891
Téléphone : 37-18 — LOMÉ.

Ils commencent par le premier numéro
d'un mois et se terminent par le dernier
numéro d'un des quatre trimestres.
Les abonnements et annonces sont paya-
bles d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

Direction, Rédaction et Administration :
Cabinet du Président de la République
Téléphone : 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1964

Arrêté n° 56/PR du 10 mars 1964 chargeant le ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre de l'économie rurale	242
Arrêté n° 57/PR du 17 mars 1964 chargeant le ministre de la justice de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme	242
Arrêtés portant envoi en stage de deux agents de l'agriculture, mise en débet de M. Ekoué Ayité Samuel envers la République togolaise et attribution d'indemnité de fonctions aux secrétaires de chefs de canton	242

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

1964

10 mars — Instruction provisoire n° 34/PR/MDN fixant le régime des frais de déplacement des militaires des forces armées togolaises	245
Décision portant licenciement	253

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

1964

18 mars — Arrêté interministériel n° 8/INT/MFEP/MF portant approbation du budget primitif de la circonscription de Mango, exercice 1964 ..	253
18 mars — Arrêté interministériel n° 9/INT/MFEP/MF portant approbation du budget primitif de la commune d'Atakpamé, exercice 1964	253
Arrêté et décisions portant nominations, affectation, changement d'imputation budgétaire, abaissement de catégorie, licenciement et interdictions de séjour	253

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

1964

4 mars — Arrêté n° 133/VP/MFEP/MF/FR fixant le taux de l'indemnité pour charge de famille accordée aux anciens agents de l'administration du Togo bénéficiaires d'allocations de retraite	255
Arrêté n° 135/VP/MFEP/MF/F du 4 mars 1964 portant mandatement d'une somme au profit de la Société Union Electrique d'outre-mer	255
Arrêté n° 136/VP/MFEP/MF/FA du 4 mars 1964 portant création d'une caisse d'avance à l'hôtel du ministre des Affaires Etrangères	256
Arrêté n° 163/VP/MFEP/MF/FA du 13 mars 1964 portant augmentation du montant de la caisse d'avance du centre d'apprentissage agricole de Tové	256

Décision n° 146-D/MF/MEN du 5 mars 1964 accordant des allocations scolaires pour les boursiers « Méthodistes » du Togo	256
Décision n° 147-D/MF/MEN du 5 mars 1964 accordant des allocations scolaires pour les boursiers de la mission évangélique du Togo	256
Décision n° 148-D/MF/MEN du 5 mars 1964 accordant des allocations scolaires pour les boursiers de la mission catholique du Togo	256
Décision n° 157-D/VP/MFEP/MCIT du 13 mars 1964 portant autorisation de paiement d'une somme à l'Office National Togolais du Tourisme.	256
Décision n° 159-D/MF du 13 mars 1964 accordant une subvention au budget de la commune de la ville de Lomé	256
Arrêtés et décisions portant nominations, engagement, affectations, attribution d'indemnités, octroi d'allocations viagères, concession et révision de pensions et approbation de rôles..	256

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

1964

2 mars — Arrêté n° 5/MTP/Mines portant autorisation d'installation d'un dépôt d'hydrocarbures par la S.G.G.C. à l'intérieur de sa concession à Dapango	271
2 mars — Arrêté n° 6/MTP/Mines portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de la construction d'une station de distribution de carburants par la S.G.G.C. à l'intérieur de sa concession à Dapango	271
Décisions portant nominations, affectation, classements, licenciement et rectificatif à un précédent arrêté ouvrant une enquête de commodo et incommodo	272

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décisions portant nomination, engagement et acceptation de démission	273
--	-----

**MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME**

Arrêté et décisions portant nominations	274
---	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant imputation budgétaire et affectations	274
--	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions portant affectations et mise à pied	275
---	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1964

3 mars — Arrêté n° 2/MEN autorisant l'ouverture d'une école primaire privée laïque à Bè-Dagbipé (Lomé)	276
Décisions portant autorisation d'enseigner, nomination et acceptation de démission	276

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1964

5 mars — Arrêté n° 74/MFP fixant la date des élections des représentants du personnel au sein des commissions paritaires de certains cadres.	276
Arrêtés et décisions portant intégration, titularisations, affectations, engagement, détachement et nominations, rétablissement de situation administrative, passages automatiques d'échelon, classements, mise et maintien en disponibilité, constatation d'absence irrégulière et admission à la retraite	278

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (fourniture de carburants pour le service des travaux publics du Togo)	283
Avis d'appel d'offres (transformation de l'ancien immeuble de l'Inspection maritime en ministère de la Justice)	283
Avis d'immatriculation au registre de commerce	283
Avis de radiation du registre de commerce	284
Situations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	285
Récépissés de déclaration d'Associations	287
Nécrologie	287

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Affaires courantes

No 56/PR du 10-3-64. — Pendant l'absence de M. Firmin Abalo, Ministre de l'Economie Rurale, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Samuel Aquereburu, Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications.

No 57/PR du 17-3-64. — Pendant l'absence de M. Jean Agbemegnan, ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. André Kuévidjen, ministre de la justice.

Envois en stage

No 51/PR/MFP du 4-3-64. — MM. Bello Amisso, adjoint technique d'Agriculture 2^e classe 3^e échelon ;
Abalodo Innocent, adjoint technique d'Agriculture 2^e classe 2^e échelon,
tous deux bénéficiaires de bourses de stage offertes par la République de Chine, se rendront à Taiwan pour participer au quatrième séminaire agricole d'une durée de neuf mois sur la riziculture et les cultures industrielles.

Les frais de voyage Lomé-Taïwan (aller et retour) sont à la charge de la République de Chine.

Pendant la durée du séminaire, MM. Bello et Abalodo continueront à bénéficier, outre les allocations familiales, de leur solde nette indexée à l'exclusion de tous autres accessoires de solde.

Ils percevront chacun avant leur départ une avance de solde remboursable égale à deux mois de rémunération. Cette avance sera précomptée sur les traitements à partir du premier mois qui suit leur retour au Togo.

La dépense sera imputée sur le budget général, chapitre 20 — article 4 en ce qui concerne les traitements et l'avance de solde.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date du départ des intéressés.

Mise en débet

N° 55/PR/MTP/CFT du 10-3-64. — M. Ekoué Avité Samuel, agent permanent des C.F.T. est déclaré en débet envers la République togolaise d'une somme de huit cent quatre-vingt-cinq mille trois cent quinze francs (885.315 frs).

Un ordre de recette sera émis à l'encontre de l'intéressé au profit du budget annexe des C.F.T.

Indemnités de fonctions des secrétaires de chefs de canton

N° 53/PR/INT du 7-3-64. — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires de chefs de canton sont fixées comme suit, pour l'année 1964 :

Circonscription de Lomé

Kondo Edouard, secrétaire du chef de canton d'Amoutivé	36.000
Sédjro Maillet, secrétaire du chef de canton d'Agouévé	54.000
Kuwada Félix, secrétaire du chef de canton de Baguida	36.000

Circonscription d'Anécho

Kponton Quam-Dessou Philippe, secrétaire du chef traditionnel des Adjigos	54.000
Lawson B. Jonathan, secrétaire du chef traditionnel des Lawson	54.000
Tovor Louis, secrétaire du chef de canton de Togoville	54.000
Djihom S. Sébastien, secrétaire du chef traditionnel de Glidji	30.000

Circonscription de Tabligbo

Honsou K. Arnold, secrétaire du chef de canton de Kouvé	30.000
---	--------

Circonscription de Tsévié

Alaglo Andréas, secrétaire du chef de canton de Tsévié	72.000
Dakou Jules, secrétaire du chef de canton de Gapé	42.000
Kasso S. François, secrétaire du chef de canton de Bolou	30.000
Besseh Tarcis, secrétaire du chef de canton de Kévé	54.000

Gligbe Laurent, secrétaire du chef de canton d'Aképe	36.000
Kodegui A. Raphaël, secrétaire du chef de canton d'Agbélouvé (Gané)	48.000
Agbokou Ambroise, secrétaire du chef de canton de Gblainvié	36.000
Kodjo Gabriel, secrétaire du chef de canton de Assahoun	36.000
Aziague Jean, secrétaire du chef de canton de Badja	36.000
Adri Seth, secrétaire du chef de canton de Zolo	36.000
Tereme André, secrétaire du chef de canton de Mission-Tové	54.000

Circonscription d'Atakpamé

Sotchi Kodjo Antoine, secrétaire du chef de canton de Djama	54.000
Bouraima Boniface, secrétaire du chef de canton de Kpessi	54.000
Agba K. Djinsa Jean, secrétaire du chef de canton d'Adélé	48.000
Adjosseh Michel, secrétaire du chef de canton de Gnagna	84.000
Ollanlor Eyé Laurent, secrétaire du chef de canton de Woudou	54.000
Kpolokpolo Kao Guy, secrétaire du chef de canton de Blitta	54.000

Circonscription d'Akposso

Agli Alphonse, secrétaire du chef de canton de Ouma	54.000
Essey Kokou Joseph, secrétaire du chef de canton de Logbo	54.000
Kokouvi Antoine, secrétaire du chef de canton de Litimé	54.000
Dabida Eugène, secrétaire du chef de canton d'Akposso-Nord	54.000
Dahoni Ernest, secrétaire du chef de canton d'Akébou	54.000
Ihou A. Cléophas, secrétaire du chef de canton d'Akposso-Sud Pl.	54.000

Circonscription de Nuatja

Sossou Norbert, secrétaire du chef supérieur de Nuatja	84.000
Gbégnon Bello, secrétaire du chef de canton de Tohou	54.000
Gbadékpe Louis, secrétaire du chef de canton de Kpékplémé	36.000

Circonscription de Klouto

Ataley Simon, secrétaire du chef de canton de Palimé	60.000
Yovo Agamo Godwin, secrétaire du chef de canton de Dayes-Atigbé	48.000
Etsé Alfred, secrétaire du chef de canton de Tové	36.000
Apédo Pierre, secrétaire du chef de canton d'Assahoun-Fiagbé	24.000
Kloutsé Isidore, secrétaire du chef de canton de Dayes-Kakpa	48.000
Messah Jacques, secrétaire du chef de canton d'Ahlou	36.000
Mendégblé Yaovi Simon, secrétaire du chef de canton de Kpélé	60.000
Azameti Jonas, secrétaire du chef de canton d'Akata	36.000

Alagbo Blaise, secrétaire du chef de canton d'Agou-Tafé	48.000
Peter Yao Laurence, secrétaire du chef de canton de Gadja	36.000
Akoto Bernard, secrétaire du chef de canton d'Agotimé-Nord	36.000
Bansah Ruben, secrétaire du chef de canton d'Agomé	48.000
Agbobli C. Jean, secrétaire du chef de canton de Kpadapé	36.000
Yawo A. Cosmas, secrétaire du chef de canton d'Agotimé-Sud	36.000
Kédzi Grégoire, secrétaire du chef de canton de Kpimé	24.000
Srahavi K. Erasmus, secrétaire du chef de canton de Lanvie	36.000
Eklou Emmanuel, secrétaire du chef de canton de Yikpa	24.000
Zegue Rudolphe, secrétaire du chef de canton d'Agou-Kébo	30.000
Goka Kwadzo Obed, secrétaire du chef de canton d'Agou-Nyogbo	30.000
Agblami Boniface, secrétaire du chef de canton d'Agou-Atigbé	30.000
Kpoyi Gédéon, secrétaire du chef de canton d'Agou-Akplolo	30.000
Kpodjro Chéyi, secrétaire du chef de canton de Kouma	36.000
Abotsivia Emmanuel, secrétaire du chef de canton de Gbalavé	30.000
Mensah Michel, secrétaire du chef de canton de Hanyigba	30.000
Gbétoglo Benjamin, secrétaire du chef de canton d'Agou-Iboé	36.000

Circonscription de Sokodé

Kerim Mamadou, secrétaire du chef supérieur de Sokodé	54.000
Bagna Allassani, secrétaire du chef de canton de Fassao	42.000
Akoudo Robert, secrétaire du chef de canton de Kéméni	42.000
Bouraima Inoussa, secrétaire du chef de canton d'Agoulou	42.000
Ali Soulé, secrétaire du chef de canton de Kri-Kri	42.000
Abikou Alilou, secrétaire du chef de canton de Tchamba	42.000
Adam Foudou, secrétaire du chef de canton de Koussountou	42.000

Circonscription de Bassari

Kpandja Gnadi, secrétaire du chef supérieur de Bassari	48.000
Sédékou Joseph, secrétaire du chef de canton de Bangéli	42.000
Yadjaboré Moussane, secrétaire du chef de canton de Nawaré	36.000
Adam Seydou, secrétaire du chef de canton de Bapuré	36.000
Bidikim Awandé, secrétaire du chef de canton de Namou	48.000
Ouboa Batigma, secrétaire du chef de canton de Nandouta	36.000
Bapa Dokibé, secrétaire du chef de canton de Katchamba	36.000
Cozi Abdoulaye, secrétaire du chef de canton de Dimori	36.000

Moussa Yacoubou, secrétaire du chef de canton de Konkomba	48.000
Daré Kpanté, secrétaire du chef de canton de Kabou	84.000
Binamé Ifoulé, secrétaire du chef de canton de Kidjaboun	36.000
Touroum Y. Emmanuel, secrétaire du chef de canton de Bidjabé	42.000

Circonscription de Bafilo

Ouréya Pascal, secrétaire du chef de canton de Bafilo	84.000
Asséma Gabriel, secrétaire du chef de canton de Koumondé	36.000
Labodja Kérin, secrétaire du chef de canton de Dako	36.000

Circonscription de Lama-Kara

Kassang Rémi, secrétaire du chef de canton de Kouméa	36.000
--	--------

Circonscription de Niamtougou

Djato Martin, secrétaire du chef de canton de Kadjalla	36.000
Bakadim Tchié, secrétaire du chef de canton de Léon	18.000
Bandoun Taba, secrétaire du chef de canton d'Alloum	36.000
B'Béta Jean, secrétaire du chef de canton de Dfalé	36.000
Dadjo Patrice, secrétaire du chef de canton de Pouda	24.000
Ganda Victor, secrétaire du chef de canton de Massédéna	30.000
Kokibara Marcel, secrétaire du chef de canton de Siou	48.000

Circonscription de Kandé

Sékédja Pius, secrétaire du chef supérieur de Kandé	54.000
Atékpéni Jules, secrétaire du chef de canton de Ataloté	54.000
Kondiné Théodore, secrétaire du chef de canton de Pessidé	42.000
Adjambao Pascal, secrétaire du chef de canton de Tamberma-Est	36.000
Aréba Hilaire, secrétaire du chef de canton de Tamberma-Ouest	48.000

Circonscription de Mango

Kokou Mama, secrétaire du chef supérieur de Mango	72.000
Nambiéma Aboubakari, secrétaire du chef de canton de Koumongou	54.000
Aoufoh Djembou, secrétaire du chef de canton de Takpamba	36.000
Sambogou Lamassé, secrétaire du chef de canton de Gando	36.000
Gazama Lossina, secrétaire du chef de canton de Tchanaga	36.000
Ampé Nadji, secrétaire du chef de canton de Barkoissi	36.000
Couami Comna, secrétaire du chef de canton de Mogou	48.000
Djara Alou, secrétaire du chef de canton de Galangashie	36.000
Laré Pascal, secrétaire du chef de canton de Nagbéni	48.000

Circonscription de Dapango

Kombaté Djato, secrétaire du chef de canton de Dapango	102.000
Laré Allassani, secrétaire du chef de canton de Nano	54.000
Gnome D. Blaise, secrétaire du chef de canton de Bidjanga	64.000
Douti Michel, secrétaire du chef de canton de Nadoga	36.000
Dantaré Flindjo, secrétaire du chef de canton de Nioukpourma	42.000
Yendoumbané Djaporté, secrétaire du chef de canton de Tami	54.000
Bosco Jean, secrétaire du chef de canton de Pogno	54.000
Kantodi Kourbati, secrétaire du chef de canton de Borgou	66.000
Sambiani Innocent, secrétaire du chef de canton de Mandouri	42.000
Sambiani Djaporke, secrétaire du chef de canton de Boubouaka	36.000
Laguebande Kayala, secrétaire du chef de canton de Timbou	62.000
Libine Emmanuel, secrétaire du chef de canton de Biankouri	42.000
Nantchidiba Abdoulaye, secrétaire du chef de canton de Warkanbou	48.000
Douti Micheliba, secrétaire du chef de canton de Lotogou	42.000
Goundo Djaré, secrétaire du chef de canton de Nakitindi-Ouest	48.000
Laré Sanwogou, secrétaire du chef de canton de Tamongue	48.000
Yentangbé Liyatiemboni, secrétaire du chef de canton de Koudjouaré	42.000
Kolani Damase, secrétaire du chef de canton de Bogou	54.000
Kombaté Dametodji, secrétaire du chef de canton de Nakitindi-Est	54.000
Manéba Djambia, secrétaire du chef de canton de Pana	42.000
Lamboni Laré, secrétaire du chef de canton de Loko	36.000
Kombaté Bandjaké, secrétaire du chef de canton de Namoudjoga	54.000
Kotéga Germain, secrétaire du chef de canton de Kantindi	36.000
Kolani Laré, secrétaire du chef de canton de Goundogo	24.000
Nangaré Baname, secrétaire du chef de canton de Doupergou	24.000
Bomboma Flindji, secrétaire du chef de canton de Lokpano	24.000
Goumbanné Lankame, secrétaire du chef de canton de Tampialem	36.000
Kanthaoré Laré, secrétaire du chef de canton de Sissiak	36.000
Benlari Kankpénandja, secrétaire du chef de canton de Nadjondi	36.000
Nawaré Yendoukoa, secrétaire du chef de canton de Nanergou	54.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1964.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

INSTRUCTION PROVISOIRE N° 34/PR/MDN du 10 mars 1964 fixant le régime des frais de déplacement des militaires des Forces Armées Togolaises.

I

Tenant compte de la situation de fait actuelle et en attendant la parution d'un texte réglementaire définitif, la présente instruction provisoire a pour but de définir et simplifier les règles applicables en matière de déplacement aux militaires des Forces Armées Togolaises.

II Généralités.

20. — Les indemnités pour frais de déplacement sont des indemnités journalières allouées aux militaires se déplaçant occasionnellement sur ordre et pour les besoins du service, en compensation des frais supplémentaires divers qu'ils supportent du fait du déplacement.
21. — Nul déplacement ne peut donner lieu à indemnité s'il n'a fait l'objet d'un ordre de déplacement délivré par l'autorité hiérarchique.
22. — Les déplacements effectués pour raison de santé sont considérés comme déplacements sur ordre s'ils ont été régulièrement prescrits par l'autorité compétente.
23. — Les conditions dans lesquelles s'effectue le transport des militaires se déplaçant sur ordre et pour les besoins du service, ainsi qu'éventuellement le transport de leur famille, de leur mobilier et de leurs bagages sont réglées par les dispositions des paragraphes 7-8-9 et 10 de la présente instruction.
24. — Les déplacements sur ordre et pour les besoins du service se divisent en deux catégories :
 241. — Les déplacements temporaires pendant lesquels l'intéressé conserve sa résidence qu'il doit rejoindre à la fin du déplacement.
 242. — Les déplacements définitifs qui comportent le changement de résidence.

III

Les déplacements temporaires sont ceux accomplis :

31. — par les militaires effectuant une mission à l'extérieur du territoire de la République; ils donnent droit aux indemnités de mission dans les conditions fixées par le décret n° 60-120 du 17 décembre 1960.
Le paiement des indemnités est effectué en fin de mission dans les conditions fixées au chapitre 12.
32. — par les militaires effectuant un stage à l'extérieur du territoire; ils donnent droit à des indemnités de stage différenciées selon les conditions matérielles dans lesquelles se déroule le stage. (et dans la limite des tarifs fixés au barème n° 1).
L'ouverture du droit à indemnité fait toujours l'objet d'une décision particulière du chef d'état-major.
33. — par les militaires effectuant une mission à l'intérieur du territoire; ils donnent droit aux frais de déplacement (barème n° 2). Le paiement est effectué dans les conditions fixées au chapitre XII sur le vu de l'ordre de mission établi par l'autorité qualifiée.
34. — par les détachements accomplissant un service normal incombant à leur corps ou service (tournée de

brousse, manœuvre, maintien de l'ordre...) par les gradés et gendarmes effectuant à l'intérieur de leur circonscription administrative le service courant de leur arme (police administrative, escorte, transfèrement...). ils donnent droit aux indemnités d'absence temporaire (barème n° 3) dont le paiement est effectué dans les conditions fixées au chapitre XII sur un état nominatif mensuel décompté, (modèle joint en annexe) certifié par le chef de corps et reporté globalement sur une seule ligne au registre des déplacements.

IV

Décomposition et mode de calcul de ces différentes indemnités

41. — A titre transitoire le barème français 0 420 8/2 du 15 mars 1961 continuera à être appliqué pour les indemnités de déplacement à l'intérieur et les stages à l'extérieur. Toutefois, le barème joint en annexe a été notablement simplifié. Il ne comporte plus de différenciation entre chefs de famille et célibataires, ne tient plus compte des conditions particulières de logement, ne distingue plus entre les militaires percevant ou ne percevant pas le maximum de l'indemnité d'éloignement.

Enfin, un déplacement de moins de 12 heures ne compte que pour une demi journée.

42. — Dans le cas de conditions de logement particulièrement difficiles ou onéreuses, le remboursement des frais réellement engagés pourra être soumis à la décision du chef d'état-major sur présentation des justifications nécessaires et dans la limite d'une indemnité journalière supplémentaire.

V

Les déplacements définitifs donnant droit à l'indemnité de « déplacement définitif » sont ceux accomplis :

51. — par les militaires faisant l'objet d'une mutation comportant changement de résidence, pour se rendre du lieu de l'ancienne résidence au lieu de la nouvelle. Toutefois, les mutations pour convenances personnelles et les déplacements d'office par mesure de discipline ne donnent pas droit à indemnité.
52. — par les militaires quittant définitivement le service, pour un motif autre que la mise à la retraite ou la révocation par mesure disciplinaire, pour se rendre du lieu de leur dernière affectation au lieu où ils ont déclaré vouloir se retirer.
53. — Bien qu'ils ne comportent pas, en principe, changement définitif de résidence, les déplacements effectués par les militaires pour suivre un stage de formation professionnelle, pour se rendre du lieu de leur affectation au lieu de stage et en revenir, sont considérés comme déplacements définitifs pour l'ouverture du droit à indemnité.
54. — De même en ce qui concerne les militaires bénéficiant d'un congé cumulé d'au moins 90 jours pour se rendre du lieu de résidence au lieu de congé et en revenir.
55. — Ces deux sortes de déplacements, considérés comme « déplacements définitifs » pour l'ouverture du droit au transport et indemnité ne donnent pas droit au transport de bagages et de mobilier.

VI

Les tarifs applicables à l'indemnité de « déplacement définitif » sont ceux figurant en 2 des tarifs fixés pour les déplacements temporaires.

Chaque membre de la famille bénéficiant du droit au déplacement peut prétendre à la moitié de l'indemnité de déplacement définitif payée au militaire lui-même.

Par membres de famille, il faut entendre, exclusivement, l'épouse et les enfants ouvrant droit aux prestations familiales.

VII

Le droit au remboursement des frais de transport de bagages et de mobilier à l'occasion de déplacement définitif est accordé dans la limite des poids ci-après : (y compris celui pour lequel la franchise est accordée par les compagnies de transport).

Grade	Militaire lui-même	Epouse	Par enfant à charge
Général à Lt.-Colonel	1500 kg	800 kg	300 kg
Commandant à Sous-Lieutenant	1000	500	300
Adj.-Chef à Sgt-Major et Md.-Chef de gendarmerie	1000	500	300
Sgt-Chef à 2 ^e cl. gendarme de 1 ^{re} ou 2 ^e cl. et élève gendarme	800	400	300

Nota : Les déplacements temporaires ne donnent pas lieu à remboursement de frais de transport de bagages.

VIII

Les frais de transport des militaires se déplaçant sur ordre et pour les besoins du service sont pris en charge par l'administration.

Les déplacements effectués pour raison de santé, sont considérés comme déplacements sur ordre, s'ils ont été régulièrement prescrits par l'autorité compétente.

Cette prise en charge résulte :

— Soit de la mise à la disposition des intéressés d'un moyen de transport du service.

— Soit de la délivrance aux intéressés d'un titre de transport ou réquisition.

— Soit du remboursement aux intéressés des frais de transport directement acquittés par eux.

IX

Lorsqu'ils voyagent par voie de terre, voie maritime ou aérienne, les militaires sont répartis dans les différentes classes de transport utilisées suivant le groupe de déplacement auquel ils appartiennent dans les conditions fixées par l'article suivant.

Il est toujours tenu compte du groupe de déplacement auquel appartient l'intéressé au moment où s'effectue le transport. Les modifications de situation du militaire intervenant avec effet rétroactif et entraînant son classement dans un autre groupe ne peuvent, en aucun cas, donner lieu à compensatrice pour déclassement.

Lorsqu'ils bénéficient du droit au transport, les membres de la famille du militaire bénéficient du même classement que le militaire lui-même.

X

Pour le droit au transport et aux indemnités de mission à l'étranger les militaires sont classés dans les groupes suivants :

Grade	Groupe correspondant dans la fonction publique	Classement au point de vue déplacements	
		Classe paquebot	Classe chemin de fer
Général à Lt.-Colonel	I	1 ^{re} classe	1 ^{re} classe
Commandant à Sous-Lieutenant	II	1 ^{re} classe	1 ^{re} classe
Aspirant à Sgt-Major et Mdl-Chef de gendarmerie	III	2 ^e classe	2 ^e classe
Sgt-Chef à 2 ^e cl. gend. de 1 ^{re} ou 2 ^e cl. et élève gend.	IV	3 ^e classe	3 ^e classe

Dispositions d'ordre et de comptabilité

XI

Le remboursement des frais de transport occasionnés par les déplacements est effectué par la Direction des Services sur présentation des factures des Compagnies de Transport, appuyées des réquisitions remises aux transporteurs. Le paiement préalable, par l'intéressé, du prix du transport étant tout à fait exceptionnel.

XII

Le règlement des indemnités dues au personnel s'effectuera dans les conditions suivantes :

— Préparation des paiements par les officiers des détails des Corps, sur un registre des déplacements mensuels et soumis à la vérification préalable de la Direction des Services (modèle joint en annexe).

— Mandatement au profit des Corps (après vérification et dans la limite des crédits ouverts trimestriellement à chaque Corps) du montant du registre sur le vu d'un extrait du registre des déplacements (modèle joint en annexe).

— Paiement des intéressés par les officiers des détails dès réception du mandatement global.

— Ces opérations faisant l'objet d'inscription au registre-journal et au registre des comptes du corps dans les formes réglementaires.

XIII

Les militaires français en service à l'Aide Technique se déplaçant pour le service continueront à se voir appliquer le régime établi par le décret 54-213 du 1-3-54, et les tarifs fixés en application de ce décret (cf. lettre n° 793/MFAE/MF du 30-6-62).

XIV

Le règlement des indemnités de déplacement dues aux militaires de l'assistance technique ainsi qu'aux officiers sans troupe en service à l'Etat-Major sera à la charge de la Direction des Services qui ouvrira un registre à cet effet et procédera au mandatement individuel des droits de chacun sur le vu de l'extrait du registre des déplacements comme prévu au chapitre XII.

Lomé, le 10 mars 1964.

P. le Président de la République et le Vice-Président absents :

Le ministre délégué à la Présidence,

F. Mama

ANNEXE I

BAREME DES INDEMNITES DE DEPLACEMENT

Barème	Grade	Taux journalier	OBSERVATIONS
1	Lt-Colonel à Sous-Lieutenant	1.072	Tarif maximum de l'indemnité de stage à l'étranger dont l'attribution est soumise à la décision du Chef d'Etat-Major — alinéa 32 en zone C.F.A. l'indemnité est majorée de 750/o
	Adj.-Chef et Adjudant	832	
	Sgt-Major à Caporal-Chef	536	
	Mdl-Chef et gendarme de 1 ^{re} classe	416	
	Caporaux et soldats-gendarme de 2 ^e classe	416	
2	Lt-Colonel à Sous-Lieutenant	1.072	Frais de déplacement à l'intérieur du Territoire — alinéa 33 Frais de déplacement définitif — paragraphe VI
	Adj.-Chef et Adjudant	832	
	Sgt-Major à Caporal-Chef	536	
	Mdl-Chef et gendarme de 1 ^{re} classe	416	
	Caporaux et soldats-gendarme de 2 ^e classe	416	
3	Lt-Colonel à Sous-Lieutenant	536	Indemnité d'absence temporaire — Service normal des Unités — alinéa 34
	Adj.-Chef et Adjudant	416	
	Sgt-Major à Caporal-Chef	268	
	Mdl-Chef et gendarme de 1 ^{re} classe	208	
	Caporaux et soldats-gendarme de 2 ^e classe	208	

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
CORPS

ANNEE _____

mois _____

REGISTRE DES DEPLACEMENTS

Le présent registre contenant . . . feuillets celui-ci y compris a été côté et paraphé par nous:
Commandant le

A Lomé, le

No d'ordre	Nom et Prénoms	Grade	Décompte des indemnités				Total à payer	Emargement
			Frais de Transport		Montant des indemnités			
			Pers.	Baga.	Dépl. défi.	Dépl. temp.		

Arrêté le présent registre des déplacements à la somme de :

A Lomé, le

Du: le chef de corps,

L'officier des détails,

Vu et vérifié:

Le directeur des services,

EXERCICE
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DEPLACEMENTS — MOIS DE :

REPUBLIQUE TOGOLAISE
—
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
—
DIRECTION DES SERVICES
CORPS

Le Commandant
Certifie que le registre des déplacements du mois de 196 est arrêté à la somme de

Lomé, le 196

Vu, vérifié et liquidé par nous
Directeur des services des FAT, le présent extrait qui fait l'objet du mandat n° . . . en date du . . . 196 . . .
Emis au titre du chapitre article . . . pour un montant de

Lomé, le 196

Licenciement

N° 36-D/PR/MDN du 2-3-64. — A compter du 1^{er} mars 1964 les militaires désignés ci-dessous en service dans les Forces Armées togolaises, sont licenciés pour avoir été indirectement mêlés au complot d'avril 1963, contre la sûreté de l'Etat.

Sergent-chef Redah Thomas du B.I.T.

Sergent-chef Taota Innocent du B.I.T.

M.D.L-chef Bilakinam Michel de la Gendarmerie Territoriale

Gendarme de 2^e classe Defaleouna Baoula de la Gendarmerie Territoriale

Gendarme de 2^e classe Batchoulila Gilbert de la Gendarmerie Mobile.

La gratuité du transport est accordée aux intéressés et à leur famille pour rejoindre leurs foyers.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR**Approbation de budgets primitifs**

N° 8/INT/MFEP/MF du 18-3-64. — Le budget primitif de la circonscription de Mango, exercice 1964, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de huit millions neuf cent quarante-quatre mille francs (8.944.000 francs).

N° 9/INT/MFEP/MF du 18-3-64. — Le budget primitif de la commune d'Atakpamé, exercice 1964, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de huit millions huit cent quarante six mille francs (8.846.000 francs).

Nominations

N° 16-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de MM. Abassa Samuel et Mawussi Christophe, respectivement secrétaires de chef de canton d'Akposso-Sud-Plaine et Akposso-Nord.

Sont nommés :

MM. Eugène Dabida, secrétaire du chef de canton d'Akposso-Nord

Cléophas A. Ihou, secrétaire du chef de canton d'Akposso-Sud-Plaine.

Les intéressés auront droit chacun à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 18-D/INT du 9-3-64. — Sont nommés :

M. Adjambao Pascal, secrétaire du chef de canton Tamberma-Est en remplacement de M. Bampina François suspendu de ses fonctions.

M. Kondiné Théodore, secrétaire du chef de canton de Pessidé en remplacement de M. Aratime Nayo Marcel, démissionnaire.

Les intéressés auront droit à une indemnité annuelle fixée comme suit :

MM. Adjambao Pascal	36.000 francs
Kondiné Théodore	42.000 francs

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 21-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de M. Miheayé Gabriel, secrétaire du chef de canton d'Amoutivé.

M. Kondo Edouard est nommé secrétaire du chef de canton d'Amoutivé (circonscription de Lomé) en remplacement de M. Miheayé Gabriel.

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de 36.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 22-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de MM. Awu Alex Emmanuel, Dotsé Samuel, Siabi Traugott et Aziadome Michel, respectivement secrétaires des chefs de canton de Mission-Tové, Gapé, Bolou et Gblainvié.

Les personnes ci-après sont nommées :

MM. Dakou Jules, secrétaire du chef de canton de Gapé en remplacement de M. Dotsé Samuel;

Agbokou Ambroise, secrétaire du chef de canton de Gblainvié en remplacement de M. Aziadome Michel,

Tereme André, secrétaire du chef de canton de Mission-Tové en remplacement de M. Awu Alex Emmanuel,

Kasso S. François, secrétaire du chef de canton de Bolou en remplacement de M. Siabi Traugott.

Les intéressés auront droit à une indemnité annuelle de fonctions fixée comme suit :

MM. Dakou Jules	42.000 francs
Agbokou Ambroise	36.000 francs
Tereme André	54.000 francs
Kasso S. François	30.000 francs

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 23-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de MM. Djambara Fambaré, Awari Koffi, Kwassi Bakoa-ném, Baba Ali, Afaré Kodjo, Tontondji Nawanou et Amadou Kadiri, respectivement secrétaires du chef supérieur de Mango et des chefs de canton de Tchanaga, Galangashie, Koumongou, Mogou, Nagbéné et Takpamba.

Sont nommés :

MM. Kokou Mama, secrétaire du chef supérieur de Mango.
Gazama Lossina, secrétaire du chef de canton de Tchanaga.

Djara Alou, secrétaire du chef de canton de Galangashie.

Nambiéma Aboubakari, secrétaire du chef de canton de Koumongou.

Couami Comna, secrétaire du chef de canton de Mogou.

Laré Pascal, secrétaire du chef de canton de Nagnéni.

Aoufoh Djembou, secrétaire du chef de canton de Takpamba.

Les intéressés auront droit à une indemnité de fonctions fixée comme suit :

MM. Kokou Mama	72.000 francs
Gazama Lossina	36.000 francs
Djara Alou	36.000 francs
Nambiéma Aboubakari	54.000 francs
Couami Comna	48.000 francs
Laré Pascal	48.000 francs
Aoufoh Djembou	36.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 24-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de M. Kwami Thomas, secrétaire du chef de canton de Litimé.

M. Kokouvi Antoine est nommé secrétaire du chef de canton de Litimé (circonscription d'Akposso), en remplacement de M. Kwami Thomas.

L'intéressé aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 25-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de M. Sanwogou Nambima en qualité de secrétaire du chef de canton de Nakitindi-Est.

M. Kombaté Dametodi est nommé secrétaire du chef de canton de Nakitindi-Est (circonscription de Dapango).

L'intéressé aura droit, à ce titre, à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 26-D/INT du 9-3-64. — M. Adam Foudou est nommé secrétaire du chef de canton de Koussountou (circonscription de Sokodé).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1964.

N° 27-D/INT du 9-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de M. Batako Victor, secrétaire du chef de canton de Blitta. M. Kpolokpolo Kao Guy est nommé secrétaire du chef de canton de Blitta (circonscription d'Atakpamé) en remplacement de M. Batako Victor.

L'intéressé aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de fonctions de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 30-D/INT du 18-3-64. — Il est mis fin aux fonctions de M. Bangoli Yamoura, secrétaire du chef de canton de Dapango.

M. Kombaté Djato est nommé secrétaire du chef de canton de Dapango, en remplacement de M. Bangoli Yamoura.

L'intéressé aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de 102.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Affectation

N° 15-D/INT du 7-3-64. — M. Abété Alex, agent permanent d'agriculture 6^e catégorie échelle A, précédemment en service à Kandé, et nouvellement mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur suivant décision n° 150/MFP du 19 février 1964, est affecté au bureau du poste administratif de Sotouboua.

Le salaire de l'intéressé reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de signature.

Imputation budgétaire

N° 19-D/INT du 9-3-64. — Les émoluments de M. Grunitzky Gilbert, administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, précédemment supportés par le chapitre 14, article 5 du budget général seront, pour compter du 1^{er} janvier 1964, imputés au chapitre 14, article 2 du même budget.

Les émoluments de M. Mensah Emmanuel, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, en service au Ministère de l'Intérieur, précédemment supportés par le chapitre 14, article 5 du budget général seront, pour compter du 1^{er} janvier 1964, imputés au chapitre 14, article 4 du même budget.

Abaissement de catégorie

N° 29-D/INT du 18-3-64. — Les agents permanents dont les noms suivent, en service à la circonscription administrative de Sokodé, sont ramenés à la 4^e catégorie échelle A, pour compter de la date de signature de la présente décision.

M. Yacoubou Soulé, téléphoniste, précédemment classé à la hors catégorie.

M. Oureya Djibril, interprète, précédemment classé à la 6^e catégorie hors échelle.

Licenciement

N° 20-D/INT du 9-3-64. — Les personnes dont les noms suivent, en service à la prison civile de Lomé, sont licenciées de leur emploi pour compter du 12 février 1964.

Mmes Gona Konou dite « Kévika » — taux fixe 10.000 francs

Luno Adjoka — 5^e catégorie du personnel domestique.

Les intéressées auront droit aux indemnités ci-après :

- 1°) Un mois de préavis.
- 2°) Indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis leur dernier congé.
- 3°) Indemnité de licenciement, soit 20 o/o du salaire mensuel moyen par année de service.

Interdictions de séjour

N° 14/INT du 13-3-64. — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

1°) pour une durée de cinq ans, à compter du 24 avril 1964, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Quashie Kossi Mikossokpo, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1913 à Adafianou (Ghana), fils de Quashie Kossi Gabriel et de Kumaka Anna, pêcheur, demeurant à Lomé (cocoteraie de Souza), condamné pour vol à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 6 novembre 1963 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.134) ;

2°) pour une durée de cinq ans, à compter du 30 avril 1964, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mama Adamou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1913 à Birni N'koni (Niger), fils de Mama Garba et de Adissa Houssama, boucher, domicilié à Atakpamé, de passage à Tsévié, condamné pour vagabondage à quatre mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, par jugement en date du 8 janvier 1964 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.113/42.222).

3°) à l'exception de la circonscription administrative de Pagouda, pour une durée de cinq ans, à compter du 24 avril 1964, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Nao Bodjona, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1934 à Pagouda, y demeurant, fils des feus Nao et Wella, cultivateur, de passage à Lomé, condamné pour vol et vagabondage à trois mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, par jugement en date du 29 janvier 1964 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.115/52.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la Sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**MINISTERE DES FINANCES,
DE L'ECONOMIE ET DU PLAN**

ARRETE n° 133/VP/MFEP/MF/FR du 4-3-64 fixant le taux de l'indemnité pour charges de famille accordée aux anciens agents de l'administration du Togo, bénéficiaires d'allocations de retraite.

LE VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN,

Vu le décret n° 64-15 du 14-2-64 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel des cadres locaux indigènes et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 61-MF-FR du 24 mars 1960 relatif à l'indemnité pour charges de famille allouée aux anciens agents de l'administration du Togo, bénéficiaires d'allocations de retraite ;

Vu les prévisions budgétaires de l'Etat (exercice 1964),

ARRETE :

Article premier. — Le taux de l'indemnité pour charges de famille accordée par arrêté n° 61/MF-FR du 24 mars 1960 aux anciens agents de l'administration du Togo, bénéficiaires d'allocations de retraite instituées par arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 est fixé à 12.000 francs par an et par enfant pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1964.

P. le Vice-Président,

Ministre des finances, de l'économie et du plan absent :

Le ministre de la fonction publique ;

O. Pana

Union Electrique d'Outre-Mer

N° 135/VP/MFEP/MF/F du 4-3-64. — Est autorisé le mandatement au profit de la société Union Electrique d'Outre-Mer, de la somme de un million cent quatre-vingt-quatre mille quarante (1.184.040) francs, au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas oil consommé à la centrale de l'Unelco Lomé pour la période du 1^{er} au 31 décembre 1963.

Soit : a) — Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas oil :

296.010 litres à 3 frs le litre . . . 888.030

b) — Taxe perçue au profit du fonds routier sur la vente du gas oil :

296.010 litres à 1 franc le litre . . . 296.010

1.184.040

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 30, article 3.

Caisses d'avance**Création**

N° 136/VP/MFEP/MF/FA du 4-3-64. — Il est créé auprès de l'hôtel du Ministre des Affaires Etrangères une caisse d'avance chargée d'assurer le règlement des menues dépenses de réception du ministre des Affaires Etrangères.

Le montant maximum de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à quatre-vingt mille (80.000) francs cfa, renouvelable dans les formes réglementaires.

L'avance ainsi accordée est imputable au chapitre 13, article 3 du budget général du Togo, exercice 1964.

Le régisseur est nommé par décision du Ministre des Finances de la République togolaise sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères.

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Augmentation de montant

N° 162/VP/MFEP/MF/FA du 13-3-64. — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové est portée à 100.000 (cent mille) francs pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Subventions

N° 146-D/MF/MEN du 5-3-64. — Une subvention de 87.999 francs (quatre-vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt dix neuf francs) représentant le montant des bourses locales d'études est accordée à la mission méthodiste du Togo pour servir de paiement de nourriture des boursiers de janvier à mars 1964 et habillement, fournitures scolaires de janvier à juin 1964.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1964, chapitre 40, article 1.

N° 147-D/MF/MEN du 5-3-64. — Une subvention de 1.287.664 francs (un million deux cent quatre-vingt-sept mille six cent soixante quatre francs) représentant le montant des bourses locales d'études est accordée à la mission évangélique du Togo pour servir de paiement de nourriture des boursiers de janvier à mars 1964 et habillement, fournitures scolaires de janvier à juin 1964.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise — exercice 1964 — chapitre 40 — article 1.

N° 148-D/MF/MEN du 5-3-64. — Une subvention de 5.889.989 francs (cinq millions huit cent quatre-vingt neuf mille neuf cent quatre-vingt neuf francs) représentant le montant des bourses locales d'études est accordée à la mission catholique du Togo pour servir de paiement de nourriture des boursiers de janvier à mars 1964 et habillement, fournitures scolaires de janvier à juin 1964.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise — exercice 1964 — chapitre 40 — article 1.

N° 159-D/MF du 13-3-64. — Une subvention de seize millions de francs (16.000.000 de francs) est accordée au budget de la commune de Lomé, au titre de contribution

aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé pendant l'année 1963.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo — exercice 1963, chapitre 33, article 2.

Autorisation de paiement

N° 157-D/VP/MFEP/MCIT du 13-3-64. — Est autorisé le paiement d'une subvention de 2.500.000 francs (deux millions cinq cent mille francs) à l'Office National Togolais du Tourisme.

La somme de 2.500.000 francs (deux millions cinq cent mille francs) sera versée à un compte de dépôt, ouvert au Trésor au nom de l'Office National Togolais du Tourisme.

La dépense prévue ci-dessus sera imputée au budget général, exercice 1964, chapitre 37, article 2.

Nominations

N° 137-D/VP/MFEP/MF/FA du 4-3-64. — M. Amegnigan Romuald, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon, en service au Ministère des Affaires Etrangères, est affecté à l'Ambassade de la République togolaise en Allemagne Fédérale à Bonn, pour y exercer les fonctions de chargé des questions financières et comptables, en remplacement de M. Issaka Abdou-Raouf.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables au budget général, exercice 1964, chapitre 12, article 6.

N° 152-D/VP/MFEP/MF/FA du 13-3-64. — M. Attikossi Etienne, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon, en service au Ministère des Affaires Etrangères, est nommé régisseur de la caisse d'avance créée par l'arrêté n° 136/VP/MFEP/MF/FA du 4 mars 1964.

Engagement

N° 138-D/VP/MFEP/GC du 4-3-64. — M. Ahlihognan Kodjo est engagé en qualité de tôlier soudeur permanent 4^e catégorie échelle A et mis à la disposition du Vice-Président, Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan (Garage Central — chapitre 8, article 6 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Affectations

N° 130 bis-D/VP/MFEP/MF du 28-2-64. — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel des contributions directes :

A l'Inspection de la Région des Plateaux (Atakpamé)

M. Dagba Valentin, agent permanent hors catégorie, actuellement chef de l'inspection nord en remplacement de M. Amenyah Simon, employé de bureau admis à l'Ecole togolaise d'administration.

A l'Inspection Nord de Lama-Kara

M. Codjia Louis, agent permanent 5^e catégorie échelle A, actuellement adjoint à Lama-Kara en remplacement de M. Dagba Valentin, chef de l'inspection nord, appelé à d'autres fonctions.

M. Aziadekey Francis, agent permanent 5^e catégorie échelle B, en remplacement de M. Codja Louis, appelé à d'autres fonctions.

M. Adjanla Mathias, agent permanent 4^e catégorie échelle A, en remplacement de M. Gnedou Jérémie, décédé.

A l'Inspection Sud Lomé

M. Ajavon Emile, agent permanent 5^e catégorie échelle A, actuellement à Atakpamé, en remplacement de M. Aziadekey Francis, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de signature.

Prêts

N° 161-D/VP/MFEP/MF du 17-3-64. — Il est accordé aux fonctionnaires ci-dessous désignés, en vue de compléter le prêt de même nature qui leur a été consenti aux fins de leur permettre d'acheter chacun un véhicule pour leurs besoins personnels des prêts complémentaires ci-après :

MM. Desanti René, directeur de cabinet du Président de la République	200.000 Frs
Idrissou Abdou Kérim, directeur de cabinet du Vice-Président, ministre des finances de l'économie et du plan.	200.000 —
Awokou Emmanuel, directeur de cabinet du ministre-délégué à la présidence	200.000 —
Agba Marcel, directeur de cabinet du ministre de la fonction publique	200.000 —
Placktor Nestor, directeur de cabinet du ministre de la santé publique	200.000 —
Bekoutaré Kanao Roger, directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale.	200.000 —
Akouété Léonard, directeur de cabinet du ministre de l'information.	200.000 —
Gbegbeni Nanamale, chef de cabinet du vice-président de la République	100.000 —
Boukari Idrissou, attaché de cabinet du ministre de l'éducation nationale	200.000 —
Seddor André Bruno, attaché de cabinet du président de la République, chargé de la presse.	200.000 —

La dépense est imputable au compte hors budget n° 125-20.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont autorisés à différer dans les conditions ci-dessous indiquées la retenue mensuelle de 12.500 francs opérée sur la solde des bénéficiaires désignés à l'article 1^{er} ci-dessus, au titre de remboursement des prêts consentis :

MM. Desanti René	12 mois
Idrissou Abdou Kérim	12 mois
Awokou	12 mois
Agba Marcel	6 mois
Placktor Nestor	12 mois
Bekoutare Roger.	6 mois
Akouété Léonard.	10 mois
Boukari Idrissou.	6 mois
Seddor André Bruno.	12 mois

Indemnités

N° 150-D/MFEP/FS du 12-3-64 — Il est accordé à M. Amegnigan Romuald, commis d'administration 1^{re} classe 3^e échelon une rémunération forfaitaire globale de 75.000 francs (soixante quinze mille francs CFA) par mois représentant :

Solde mensuelle	25.610 frs
Indemnité de fonctions	49.390 frs
	75.000 frs

La dépense est imputable au budget général, chapitre 12, article 6, exercice 1964.

La présente décision aura effet pour compter de la date de départ de l'intéressé pour rejoindre son nouveau poste.

N° 151-D/MFEP/FS du 12-3-64 — Une indemnité de soixante quinze mille francs (75.000 francs) CFA est allouée à titre de frais de première installation à M. Amegnigan Romuald, commis d'administration 1^{re} classe 3^e échelon affecté à l'Ambassade du Togo à Bonn (Allemagne Fédérale) pour servir en qualité de comptable et régisseur de la caisse d'avance.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 12, article 6, exercice 1964.

N° 158-D/MFEP/FS du 13-3-64 — Une indemnité de cent mille (100.000) francs CFA, est allouée à titre de frais de première installation à M. Pédanou Dodji Gabriel, secrétaire aux affaires étrangères mis à la disposition de l'ambassade du Togo à Paris pour servir au bureau de la représentation du Togo auprès de la Communauté Economique Européenne à Bruxelles.

Pour compter de la date de départ du Togo pour rejoindre son nouveau poste M. Pédanou Dodji Gabriel percevra une indemnité mensuelle de fonctions de soixante mille (60.000) francs CFA.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 12, article 4, exercice 1964.

Allocation viagère

N° 132/VP/MFEP/FR du 4-3-64. — Les taux des allocations de retraite accordées aux anciens agents de l'administration du Togo non affiliés à la caisse de retraite du Togo et à leurs ayants-cause sont majorés de 15 o/o, à compter du 1^{er} janvier 1964.

Numéro d'inscrip- tion au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des alloc.	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
	a) Agents		
1	Dossa Aouidi	30.240	34.776
2	Paraizo François	87.444	100.560
6	Soare Thiem	30.240	34.776
34	do Régo Seydou.	53.276	61.268
35	Assogba Opko	52.548	60.430
38	James Jean Djahlin	30.660	35.260
47	Checouvi Louis	30.240	34.776
51	Djondo Pierre	37.080	42.644

Numéro d'inscription au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des alloc.	
		au 1-1-59	au 1-1-64
79	Kokou Michel	33.900	38.984
80	Mensah Yao Christophe	79.904	91.888
85	Kouakoutse Ferdinand	58.520	67.296
86	Dogbe Kloutse	30.240	34.776
87	Akakpo Mensah	30.240	34.776
91	Amadou William	41.480	47.704
116	Etoou Frantz	31.704	36.460
142	Kohler Joseph	65.724	75.584
144	Sodji Kouaovi Florence	65.120	74.888
145	Boehm Chrysostome	92.940	106.884
146	Kouami Joseph	44.352	51.004
149	Soglo Joseph	31.052	35.708
154	Soglo François	30.240	34.776
157	Docco Awidi	30.240	34.776
159	Pognon Michel	87.024	100.076
192	Monteiro Albert	30.240	34.776
196	Adossama Djato	90.720	104.328
197	Biam Johannes	50.400	57.960
199	Adotevi Joseph	50.400	57.960
200	Adovi Aloys	50.400	57.960
201	Agbada Amoussou	50.400	57.960
202	Abbey Amatévi Isaac	50.400	57.960
203	Kouevi Laurent	50.400	57.960
218	Kouevi Gabriel	112.416	129.280
219	Djadoo Cécile	60.284	69.324
220	Avoudjigbe Daniel	50.400	57.960
247	Evenamede Pierre	126.000	144.900
248	Abbey Dominique	71.924	82.712
b) Veuves			
11	Adjoavi Nyakodji veuve Mensah Hilaire	7.560	8.696
14	Aoutchovi Ayikoe veuve Mensah Hilaire	7.560	8.696
16	Adansi Houedanouvi veuve Achade Pierrot	7.560	8.696
58	Massan Ayaovi Lucie veuve Moussa Michel	2.876	3.308
59	Ouano Rotchic veuve Moussa Michel	2.876	3.308
60	Akouavi Christine veuve Moussa Michel	2.876	3.308
61	Abatani veuve Moussa Michel	2.876	3.308
81	Juliana Aficvi veuve Barboza John	15.120	17.388
92	Suzanne Mariatou Ablavi veuve Febon	7.764	8.928
93	Confort Adjoko veuve Febon	7.764	8.928
97	Tchotcho veuve Ameganvi	11.964	13.760
102	Godagbe veuve Ameganvi	11.964	13.760
108	Houkpati Houndjonouko veuve Adoglo	7.560	8.696
117	Poovi Nyidoupé veuve Afanvi Dossouvi	15.120	17.388
118	Akpenou Andélé veuve Abalo	7.832	9.008
119	Adjangba Fanie veuve Abalo	7.832	9.008
132	Ajalon Pauline Ayélé veuve d'Almeida Antoine	24.968	28.716
163	Gbegnon Elisabeth Afansi veuve Lassey Combevi	15.408	17.720
174	Soussou Dora veuve Brym Louis	7.140	8.212
175	Comlan Monica veuve Brym Louis	7.140	8.212
176	Estève Baha Brym Louis	7.140	8.212
186	Adenka Akpenou veuve Adenka Athanasius	15.120	17.388
210	Messangan Kayi Marie veuve Toyi Bruno	17.108	19.676

Numéro d'inscription au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des alloc.	
		au 1-1-59	au 1-1-64
221	Ayi Amagli veuve Padonou Fritz	35.196	40.476
224	Adjama Kédénou veuve Daniké Pedro	8.820	10.144
225	Olympio Amétouyona veuve Daniké Pedro	8.820	10.144
240	Lawson Nadou Josephine veuve Ocloo Andréas	48.760	56.096
249	Agbanzo Gbélivi Anna veuve Lawson Body Martin	7.784	8.956
258	de Souza Clara veuve Vieyra	21.476	24.696
269	Tchodo Sossouvi veuve Capochichi Marc	25.200	28.980
273	Agboda Adjoko veuve Adjallé Ignace	47.936	55.128
289	Apaloo Anna veuve de Souza Dominique	63.000	72.452
292	Kwassi Maoulakpo Suzanne veuve Agomessou	20.076	23.088
296	Yao Afoutou veuve Folly Théodore	11.324	13.024
297	Amegnahoué Edoh veuve Batonou Bernard	52.764	60.680
300	Noubouame Christine veuve Akueson Valentin	16.716	19.224
302	Ayité Kokoe Agnès veuve Akueson Valentin	16.716	19.224
315	Sachi Catherine Molola veuve Adigo Dorothée	46.436	53.404
307	Atayi Ayikoélé veuve Mensah Laté	15.120	17.388
320	Medowokpo Wogloglo, veuve Godonko Rodolphe	28.668	32.968
323	Kowou Ablavi veuve Adoté Hubert	39.372	45.280
329	Ahiawoto Ayodesso veuve Viotey François	15.120	17.388
332	Tetekpoe Ayélé veuve Kpodar Assiongbon	21.212	24.396
337	Agbehoun Ayoko veuve Alowanou Koffi	37.800	43.472
339	Dorkenoo Sémégan veuve Lawson Tèvi Latévi	27.992	32.192
342	Tonabou Adiabalon veuve Honkou Eusebius	25.200	28.980
345	Kangni Afansi veuve Missehou François	10.080	11.592
346	Folly N'Nawa Ally veuve Folly Pancréas	10.080	11.592
347	Jacobi Egbo Agnès (née Attiso)	40.152	46.176
348	Klu Céline veuve Zacharia	18.452	21.220
349	Maathey Mélévi Confort veuve Afandomi Cosme	63.000	72.452
350	Veuve Gadegbékou Na	28.258	32.496
351	Veuve Doh Reinard Ambroisia	16.884	19.416
352	Veuve Simon Cécile Kayi	15.120	17.388
353	Veuve Messanvi Sossou née Dabla Ehia	25.200	28.980
354	Veuve Amadou née Adegnika Akoélé	35.280	40.572
354	Veuve Hayibor Ayiti Peter	23.968	27.564
c) Orphelins			
336	Douhadji Houimezo	15.120	17.388
356	Gnassounou Dossa	10.584	12.176
»	Orphelias Hayibor Ayivi Peter	9.580	11.024

Les allocations ci-dessus seront prises en charge par la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} janvier 1964 conformément aux dispositions de l'article 48 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964.

N° 134/VP/MFEP/MF/FR du 4-3-64. — Les pensions de retraite concédées aux anciens gardes togolais dont les noms suivent sont majorées de 15 o/o et portées aux taux ci-après, pour compter du 1^{er} janvier 1964 :

Numéro d'inscription au grand-livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des pensions	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
6	Tchedre	59.292	68.184
8	Bakaïda	31.836	36.612
11	Atakati	24.860	28.588
12	N'Dabesso	24.860	28.588
15	Soumoko	22.940	26.384
16	Alabani	21.028	24.184
20	Katchame	24.204	27.836
25	Ehouaza	50.544	58.124
28	Aletchaou	50.544	58.124
30	Gabriel Michel	25.920	29.808
33	Dadjo	30.684	35.288
35	Bayasse	31.836	36.612
37	Tioro	21.020	24.176
40	Tengande	40.340	46.392
43	Immabola	31.836	36.612
44	Garba Fifani	39.452	45.368
45	Fondou Kotocoli	24.220	27.856
52	Toarkan	39.792	45.760
53	Betti	31.836	36.612
58	Niofan	59.292	68.184
60	Mama Ouro	40.340	46.392
61	Kouabizou	50.544	58.124
63	Agossa Djomati	65.612	75.456
64	Bola Diakra	40.340	46.392
67	Adohi	31.836	36.612
68	Kondo Sabalé	27.444	31.560
70	Koffi Joseph	59.292	68.184
72	Boukary II	40.340	46.392
73	Sakary Pahoua	25.012	28.764
75	Fane Balle	24.220	27.856
76	Konalassangue Cori	20.380	23.436
78	Cassine Djamedja	22.940	26.384
81	Beke Eso I	50.544	58.124
86	Amadou Moussa Mamadou	31.836	36.612
87	Marouanda Baouama	31.836	36.612
88	Diaye Bollakam	31.836	36.612
90	Loukema Missika	31.836	36.612
91	Oucouma Dioai	31.836	36.612
92	Nacoudi Bioguéde	19.740	22.704
93	Baloungom Toi Sondé	31.836	36.612
94	Lokonou Yomoa	22.300	25.648
95	Akouassao Missa I	22.300	25.648
96	Raouta Koatossima	31.836	36.612
97	Thanero Adam	31.836	36.612
100	Quenum Kouassi	24.860	28.588
101	Kouma	50.544	58.124
103	Langbe	40.340	46.392
105	Biraïma Soulé	40.340	46.392
109	Salifou Bousanga	35.400	40.712
110	Yota	22.300	25.648
111	Tanore	31.836	36.612
112	Nam Gazéré	65.612	75.456
113	Tazo Santini	65.612	75.456
114	Karimou Taraoré	50.544	58.124
115	Aoussou Djobo	40.340	46.392
117	Aiba	31.836	36.612
118	Sakpana	31.836	36.612

Numéro d'inscription au grand-livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des pensions	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
119	Boukari III	31.836	36.612
120	Kombaté	36.412	41.876
121	Nanm	31.492	36.216
123	Batordiaou Badoriga	24.220	27.856
125	Zoto Gaston	29.064	33.424
127	Kagnita	21.660	24.908
128	Sintohoue	26.632	30.628
129	Korignon	26.632	30.628
130	Nagou Lamboni	25.824	29.696
133	Amounou Daouindé	23.580	27.116
135	Djoma	22.940	26.384
136	Yada Défalé	21.020	24.176
137	Djafala	21.020	24.176
138	Nialo	21.020	24.176
139	Digbe Koffi	19.740	22.704
141	Nabea	21.020	24.176
142	Adjai	21.020	24.176
147	Mindamon	40.340	46.392
148	Baligui	27.444	31.560
149	Cemoi	29.872	34.356
150	Gnaman	28.252	32.488
151	Otoa	31.492	36.216
152	Tabassi Bora	25.012	28.764
154	Agba	28.252	32.488
155	Assima	29.064	33.424
156	Mamaize Domi	25.824	29.696
158	Aitongnon	19.100	21.968
160	Boukary Siamé	21.020	24.176
161	Kali Lima	24.860	28.588
165	Ali V	21.660	24.908
168	Bilegnan	21.660	24.908
169	Djehometo	19.100	21.968
170	Fallani	20.380	23.436
173	Lakougnohan	19.740	22.704
175	Soninto Hounsou	20.380	23.436
176	Alonan	21.020	24.176
177	Issa Gouni	21.020	24.176
178	Tomodji	19.740	22.704
180	Zoumarou	20.380	23.436
181	Bama Dandaoma	19.740	22.704
182	Gambila I	20.380	23.436
183	Baore	20.380	23.436
184	Dogo I	19.100	21.968
185	Nassi Goudjanou	38.452	44.220
186	Limbanba Kiéri	35.400	40.712
187	Bagna Lamora	39.452	45.368
188	Ali Béle	20.380	23.436
189	Sambo Gana	21.020	24.176
190	Djeri Takpara	21.020	24.176
192	Peguedeounde	50.544	58.124
193	Somaila Safio	50.544	58.124
195	Yamba Nilougou	33.376	38.384
196	Kpera Goumou	26.632	30.628
198	Tchaou	19.740	22.704
200	Gaffon Tossou	19.740	22.704
201	Yaye Moussé	19.740	22.704
202	Eso	22.300	25.648
203	Tagramma	19.740	22.704
205	Adjecoura Takpa	20.380	23.436
206	Goudjo	27.444	31.560
207	Atchindo	31.836	36.612
208	Salou Boulala	41.488	47.712
210	Apelete Joseph	26.632	30.628
211	Rabo Diatema	26.632	30.628
212	Coalani	31.492	36.216
213	Yobi	29.872	34.356
214	Gnognoto	26.632	30.628
215	Koumoko	25.012	28.764
216	Tiamou Arofa	19.740	22.704
217	Kritema Yatouti	36.760	42.276

Numéro d'inscrip- tion au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des pensions	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
218	Kalakassi	28.252	32.488
219	Soumlaouende	25.824	29.696
220	Naki Mango	25.012	28.764
221	Yedoumba Lambo	19.740	22.704
222	Menapo Nayo	19.740	22.704
224	Ouyenga	19.740	22.704
225	Arma Dago	20.380	23.436
226	Dabla Akakpo	25.824	29.696
227	Kintogandou Assogba	35.400	40.712
228	Sodovo Gaston	25.012	28.764
230	Toularima	36.412	41.876
231	Gouvide	36.412	41.876
232	Lale	27.444	31.560
234	Dossa Agbodanou	24.204	27.836
235	Kousenou Antoine	24.204	27.836
237	Avogetiém	19.100	21.968
238	Toudja	50.544	58.124
239	Kolani Tchoago	19.100	21.968
240	Yacoubi Kourakpo	19.100	21.968
242	Diatou Douti	19.100	21.968
243	Laguide Lalayi	30.340	34.896
245	Agonaro	19.100	21.968
246	Morou II	19.100	21.968
247	Amakene	19.100	21.968
248	Allassane II	65.612	75.456
249	Ale Amadou	36.412	41.876
250	Nata	28.256	32.496
251	Anti Kousekoyé	25.012	28.764
252	Aliou	23.580	27.116
253	Djina Pargui	19.100	21.968
254	Badjala Kotokoli	30.340	34.896
255	Carbou	19.740	22.704
256	Agande Pierre	27.444	31.560
257	Dangounlangue	21.020	24.176
260	Yobo Sibiti	25.824	29.696
261	Damouou Combaty	27.444	31.560
262	Lakougnohan II	25.824	29.696
263	Asso Napo	21.020	24.176
264	Kamnan Labdogo	21.660	24.908
265	Amaka Séou	19.740	22.704
267	Idrissou Kondo	19.740	22.704
268	Taraore Moussa	40.308	46.356
269	Ziebrou	59.292	68.184
270	Hountondji Adjoda	21.660	24.908
274	Koumossi	25.824	29.696
275	Boukari Djatiké	25.824	29.696
277	Dangninou Jean	24.204	27.836
278	Yarati Losso	25.824	29.696
279	Zalibou	20.380	23.436
280	Moussa Sy	19.740	22.704
281	Ali Tabonan	22.940	26.384
283	Kankoua Batoukoutara	24.204	27.836
284	Siko	22.300	25.648
286	Kombaty Daho	19.100	21.968
287	Houyaga Yambré	19.740	22.704
288	Dassanou Hounkagni	20.380	23.436
289	Afo Atcha	19.740	22.704
290	Koto Assiou	27.444	31.560
291	Agbogou Bali Bako	31.352	36.056
292	Hounyo Zinsou	25.824	29.696
293	Kouma I	24.204	27.836
294	Ahoro	24.204	27.836
295	Djayome Tagnon	19.100	21.968
296	Youa	59.292	68.184
297	Yacouba Zibo	59.292	68.184
298	Domingo Léon	33.376	38.384
299	Zimare Zato	25.012	28.764
300	Tenasse Maorou	25.012	28.764
301	Mobant Dam	25.012	28.764
302	Moussa Tché	24.204	27.836

Numéro d'inscrip- tion au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des pensions	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
304	Korohounzoun	19.740	22.704
306	Boni Tabé	19.100	21.968
307	Alikisseme	19.100	21.968
308	Agbemeti Agbandaho	19.740	22.704
309	Goussi Dossou	20.380	23.436
310	Seba Bignama	19.740	22.704
311	Amouzou Ahouassou	19.740	22.704
312	Lamboni Bamaké	24.204	27.836
313	Yacoubou Abdoulaye	24.204	27.836
314	Soulani Soum	25.012	28.764
315	Tcha Boudonou	30.684	35.288
316	Telou Kagnassimé	59.292	68.184
318	Balona	26.632	30.628
319	Lamboa Djimk	19.100	21.968
320	Zato Madah	25.012	28.764
321	Tomloua	19.100	21.968
322	Mamadou Camara	38.440	44.208
323	Toedre	19.100	21.968
324	Ote Paul	19.740	22.704
325	Kouma II	29.872	34.356
326	Labideto	26.632	30.628
327	Komandan	19.740	22.704
328	Atayi Georges	31.352	36.056
329	Kotomba Korsawo	19.740	22.704
330	Korteme Kandjam	19.740	22.704
331	Ronde Bokolo	21.024	24.176
332	Tchessi Kola	19.744	22.708
333	Kondo Gnagna	21.024	24.176
334	Lawson Fessou	59.292	68.184
335	Kondo Kpelafia	19.740	22.704
336	Boundjo Totakemba	19.740	22.704
337	Kolani Kombati	21.660	24.908
338	Agbehou Atia	22.300	25.648
339	Archamie Kouyouadjaki	21.020	24.176
340	Kadanga Kagassa	21.660	24.908
341	Tepic Koudjowou	24.220	27.856
342	Motcho Julien	31.836	36.612
343	Koubode Hounsou	40.340	46.392
344	Mahoumpa Agbandaho	40.340	46.392
345	Kpikpa Nadjombé	21.660	24.908
346	Gnohouc Eugène	65.612	75.456
347	Orote Agbandaho	31.836	36.612
348	Allassane Yorouma	40.340	46.392
349	Teou Kabia	22.940	26.384
350	Tcha Gabriel	21.020	24.176
351	Gbati Mabime	24.860	28.588
352	Hodonou Aholoukpe	31.836	36.612
353	Labite Wami	19.740	22.704
354	Tonogan Somlaba	24.860	28.588
355	Kissao Tchapo	31.836	36.612
356	Lemou Tchalla	23.580	27.116
357	Dolla Komlan	50.544	58.124
358	Ezao Kokodé	29.064	33.424
359	Kokou Lamadjé	50.544	58.124
360	Djato Tchoanou	22.300	25.648
361	Soga Sogné	24.860	28.588
362	Sehou Ahé	31.836	36.612
363	Oucyabo Kpakbé	24.220	27.856
364	Banague Kohouéya	31.836	36.612
365	Badji Naplamo	31.836	36.612
366	Kombati Laré	22.300	25.648
367	Ghenou Fanou Bernard	38.452	44.220
368	Amoussou Cabrais	31.836	36.612
369	Anato Belogou	31.836	36.612
370	Madjom Kpanté	22.940	26.384
371	Kombaté Laré	29.874	34.356
372	Boibiou Balkpèb	24.860	28.588
373	Kpade Gazoza	40.340	46.392
374	Yoba Pierre	50.544	58.124
375	Tchao Alassa	59.292	68.184

Numéro d'inscription au grand livre	Nom et Prénoms	Montant annuel des pensions	
		au 1-1-1959	au 1-1-1964
376	Anayo Kangnassim	40.340	46.392
377	Madjamna Agouda	31.836	36.612
378	Togbé Michel	65.612	75.456
379	Sinandja Kolani	21.020	24.176
380	Douti Kombati	19.740	22.704
381	Mensah Dahoungo	24.860	28.588
382	Lamboni Kolani	22.940	26.384
383	Idrissou Mama	24.860	28.588
384	Atorou Kota	31.836	36.612
385	Nombide Lamboni	21.660	24.908
386	Houzandji Casimir	50.544	58.124
387	Tchemba Lalé	65.612	75.456
—	do-Régo Laurent	59.292	68.184
—	Nassamkperé Laré	19.740	22.704
—	Tiye Kili	19.740	22.704
—	Doumoni Tampiém	31.836	36.612
—	Djatongue Lamboni	31.836	36.612

Les pensions ci-dessus seront prises en charge par la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} janvier 1964 conformément aux dispositions de l'article 48 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964.

Concession et révision de pensions de retraite

N° 137-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 680/0) au montant annuel de deux cent cinquante et un mille deux cent quatre vingt seize (251.296) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de deux cent soixante trois mille huit cent vingt huit (263.828) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nyavor Pius, agent technique de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de la Santé Publique du Togo (indice 950), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nyavor Pius, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 250/0 de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Denise Ablawoa, née le 17 mars 1931
 Jacqueline Pagoudato, née le 13 octobre 1938
 Justine Lamato, née le 26 septembre 1939
 Pierre Akpé, né le 29 décembre 1941
 Gemma Kafui, née le 8 avril 1944
 Henriette Afiwa, née le 15 novembre 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante deux mille huit cent vingt quatre (62.824) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et à soixante cinq mille neuf cent soixante (65.960) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Nyavor Pius pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Brigitte Adjouavi, née le 3 novembre 1947

Paul Robert, né le 4 avril 1949

Georgina Afiyo, née le 6 juillet 1951

Salen Yao, né le 21 octobre 1954

Mathilde Ablewoa, née le 12 mars 1957

Seth Koassi, né le 30 septembre 1962.

N° 138-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — La pension de reversion concédée sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer à Mme Louise Dédé Gaba, veuve de M. Ajayee Dominique Jean, agent principal de constatation de classe exceptionnelle des douanes du Togo, décédé le 8 avril 1956 est prise en charge par la caisse de retraites du Togo et révisée comme suit :

1°) — Pension principale

— vingt deux mille quatre cent soixante (22.460) frcs. pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— trente sept mille cinq cent quarante huit (37.548) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— trente neuf mille quatre cent vingt (39.420) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2°) — Indemnité compensatrice

— trente deux mille cinq cent trente deux (32.532) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— vingt six mille quatre cent vingt huit (26.428) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— vingt quatre mille cinq cent cinquante six (24.556) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;

— onze mille sept cent soixante et un (11.761) francs pour compter du 1^{er} janvier 1965.

La pension temporaire concédée sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer aux orphelins désignés ci-dessous de M. Ajayee Dominique Jean, agent principal de constatation de classe exceptionnelle des douanes du Togo, décédé le 8 avril 1956 est prise en charge par la caisse de retraites du Togo et révisée comme suit :

Prénoms et date de naissance des orphelins

Anastasia Adéyemi, née le 15 avril 1944

Ephrem Aimé Olanchina, né le 26 juillet 1946

Elisabeth Adékpatey, née le 9 juillet 1951

1°) — Pension temporaire par orphelin

— treize mille quatre cent soixante seize (13.476) frcs. par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— vingt deux mille cinq cent trente deux (22.532) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— vingt trois mille six cent cinquante deux (23.652) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2^o) — *Indemnité compensatrice par orphelin*

— dix neuf mille cinq cent dix huit (19.518) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— quinze mille huit cent cinquante deux (15.852) frs. par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— quatorze mille sept cent trente deux (14.732) frs. par an pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;

— sept mille cinquante six (7.056) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des orphelins, les pensions et indemnités compensatrices fixées ci-dessus seront versées à M. Koue Hermann, secrétaire d'administration principal en retraite, tuteur des orphelins sus-nommés.

Les indemnités compensatrices accordées à Mme veuve Ajayee née Gaba Dédé Louise et aux orphelins du de cujus sont payables jusqu'à ce que, par une réévaluation ultérieure des émoluments, les intéressés perçoivent des rémunérations globales nouvelles égales ou supérieures au montant de leurs pensions actuelles, majorées des indemnités compensatrices fixées pour compter du 1^{er} janvier 1965.

N^o 138-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69^o/o) au montant annuel de quatre cent dix sept mille cent douze (417.112) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de quatre cent trente sept mille neuf cent douze (437.912) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpodar Louis, instituteur principal 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1554), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpodar Louis, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25^o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adolphe Louis, né le 8 juin 1930
Eveline Ayélé, née le 30 juin 1932
Léandre, né le 24 avril 1934
Firmin Adamah, né le 8 mars 1936
Victorine Ayoko, née le 2 avril 1938
Vicentia, née le 22 janvier 1940.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre mille deux cent quatre vingts (104.280) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à cent neuf mille quatre cent quatre vingts (109.480) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Kpodar Louis pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Véronique Tchotcho, née le 2 mars 1948
Théodore Assiongbon, né le 18 avril 1953

Léonie Adakou, née le 15 juin 1955
Gilbert Ekoué, né le 7 juin 1956
Epiphane Adamah, né le 7 avril 1957
Claire Ayélé, née le 11 août 1958
Godfroy Anani, né le 10 novembre 1960.

N^o 140-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 68^o/o) au montant annuel de deux cent soixante cinq mille huit cent quarante quatre (265.844) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 et de deux cent soixante dix neuf mille cent (279.100) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Moreira Benoît, instituteur adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1005), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Moreira Benoît, pour compter du 1^{er} octobre 1962, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10^o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Blandine Mounigan, née le 13 juillet 1931
Marie Akouavi, née en 1938
Delphine Fatuma, née le 18 octobre 1943.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille cinq cent quatre vingt quatre (26.584) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 et à vingt sept mille neuf cent douze (27.912) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Moreira Benoît pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

François Xavier, né le 3 décembre 1956
Augustin Idrissou, né le 27 août 1960
Antoine Marie Aliasime, né le 23 octobre 1963.

N^o 141-VP-MFEP-MF-CR du 14-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 70^o/o) au montant annuel de trois cent quatorze mille sept cent quatre vingts (314.780) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et de trois cent trente mille quatre cent quatre vingts (330.480) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nikoue Clément, agent technique principal 1^{er} échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice ancien 603 — indice nouveau 1.156), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nikoue Clément, pour compter du 1^{er} janvier 1962, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20^o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Adolphe, né le 25 février 1929
 Justine Adévi, née le 4 décembre 1931
 Norbert, né le 4 juin 1933
 Appolinaire, né le 23 juillet 1934
 Elisabeth, née le 2 mai 1939.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante deux mille neuf cent cinquante six (62.956) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à soixante six mille quatre vingt seize (66.096) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Nikoue Clément pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Agathe Débi, née le 4 février 1947
 Siméon, né le 18 février 1948
 Laurent Amoni, né le 6 septembre 1948
 Esther Kokoh, née le 6 décembre 1952
 Mathilde, née le 10 avril 1958.

N° 142-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 69^o/o) au montant annuel de deux cent quatre vingt deux mille six cent trente six (282.636) francs pour compter du 1^{er} août 1963 et de deux cent quatre vingt seize mille sept cent trente deux (296.732) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nouchet-Messan Laurent, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice nouveau 1053), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse des retraites du Togo à M. Nouchet-Messan Laurent, pour compter du 1^{er} août 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15^o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Paul, né en 1928
 Christophe, né le 22 juillet 1942
 Aimée Laure, née le 28 avril 1943
 Tutui, née le 8 janvier 1946

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille trois cent quatre vingt seize (42.396) francs pour compter du 1^{er} août 1963 et à quarante quatre mille cinq cent douze (44.512) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Nouchet-Messan Laurent pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Ida Georgette, née le 3 janvier 1948
 Gilbert, né le 7 juin 1949
 Vincent Yaovi, né le 19 janvier 1950

Lucien Codjo, né le 8 octobre 1951
 Justine Mawoulawoè, née le 13 avril 1953
 François Kokou, né le 3 octobre 1956
 Eugène Yaovi, né le 13 juillet 1961.

N° 143-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension proportionnelle (pourcentage 41^o/o) au montant annuel de cent trois mille six cent soixante huit (103.668) frs. pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de cent huit mille huit cent quarante (108.840) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tevi Daté Rémi, contremaître de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 650), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

M. Tevi Daté Rémi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Josephine Mablevi, née le 4 janvier 1943
 Martine Madoé, née le 22 septembre 1945
 Christophe Etè, né le 25 octobre 1951
 Marcellin Daté, né le 31 janvier 1956.

N° 144-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 76^o/o) au montant annuel de quatre cent quatre vingt et un mille six cents (481.600) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de cinq cent cinq mille six cent seize (505.616) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Vieira François, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice ancien 715 — indice nouveau 1629), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

M. Vieira François pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Rita, née le 23 décembre 1955
 Roger, né le 5 janvier 1957
 Béatrice, née le 30 septembre 1958.

N° 145/VP/MFEP/MF/FR du 13-3-64. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de cinquante-neuf mille deux cent quatre vingt douze (59.292) francs cfa à l'adjudant de Régo Laurent, n° mle 1786, né vers 1918 à Ouidah (Dahomey) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1963.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 146/VP/MFEP/MF/CR du 13-3-64. — Une pension proportionnelle (pourcentage 53 o/o) au montant annuel de cent quatre-vingt-cinq mille cent quarante (185.140) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et de cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante seize (194.376) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Tocou Florentine Philomène, née Adotévi Bichi-Bichi, agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de la Santé Publique du Togo (indice ancien 491, indice nouveau 898) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

N° 147/VP/MFEP/MF/CR du 13-3-64. — Une pension pour ancienneté (pourcentage 75 o/o) au montant annuel de trois cent quarante six mille seize (346.016) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et de trois cent soixante trois mille deux cent soixante douze (363.272) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouévi Justin, instituteur principal de 1^{re} classe, directeur d'école de 5 à 9 classes du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice ancien 624, indice nouveau 1186) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

M. Kouévi Justin pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (de 2^e, 3^e, 5^e, 6^e et 8^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Jean Baptiste Ayité, né le 15 mai 1945
Marguerite Ayélé, née le 9 juin 1947
Léontine Ayoko, née le 11 avril 1949
Bernardette Kayi, née le 16 avril 1951
Généviève Tchotchovi, née le 21 août 1953
François Ayité, né le 1^{er} août 1956
Bruno Anoumou, né le 7 juin 1959
Brigitte Ayélé, née le 28 octobre 1959
Achille Ayayi, né le 31 mars 1960
Georgette Ayoko, née le 20 avril 1962.

N° 148/VP/MFEP/MF/CR du 13-3-64. — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67 o/o) au montant annuel de trois cent soixante dix sept mille neuf cent vingt huit (377.928) francs pour compter du 1^{er} octobre 1963 et de trois cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante (396.760) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson-Balagbo Tèvi Léonard, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice nouveau 1450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson-Balagbo Tèvi Léonard pour compter du 1^{er} octobre 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Léontine Nadou, née le 21 mars 1931
Christine Kokovi, née le 1^{er} janvier 1933
Léopold Latévi, né le 16 octobre 1935
Agnès Nadou, née le 4 avril 1938

Théodore Boèvi, né le 20 avril 1938
Elisabeth Boèkayi, née le 19 novembre 1939.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessous est fixé à quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quatre-vingt quatre (94.484) francs pour compter du 1^{er} octobre 1963 et à quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt douze (99.192) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Lawson-Balagbo Tèvi Léonard pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Robert Assiandou, né le 25 février 1945
Anna Kokovi, née le 14 juin 1945
Emmanuel Latévi, né le 16 octobre 1945
Rosalie Adakou, née le 7 septembre 1948
Mathilde Adakouvi, née le 15 mars 1949
Emilienne Adakouvi, née le 19 juin 1950.

N° 149-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 71 o/o) au montant annuel de trois cent vingt deux mille huit cent soixante huit (322.868) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de trois cent trente huit mille neuf cent soixante huit (338.968) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Quashie Joseph, conducteur principal 1^{er} échelon du corps du personnel des Travaux Publics du Togo (indice ancien 612 — indice nouveau 1169) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

M. Quashie Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (3^e rang) ci-après désigné :

Odile Dédé, née le 12 décembre 1957.

N° 150-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 72 o/o) au montant annuel de quatre cent trente trois mille huit cent quarante quatre (433.844) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de quatre cent cinquante cinq mille quatre cent quatre vingts (455.480) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Romao Emmanuel Joseph, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon des S.A.F.C. du Togo (indice ancien 681 — indice nouveau 1549) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Romao Emmanuel Joseph, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) désignés ci-après :

Symphronio, né le 30 juin 1928
Roger Koffi, né le 12 mars 1937

Martina Ablavi, née le 19 août 1938
 Wilhelmine Afiavi, née le 6 octobre 1939
 Salvator Sacramento, né le 12 octobre 1942
 Juanita Ayawovi, née le 29 octobre 1942.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent huit mille quatre cent soixante quatre (108.464) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et à cent treize mille huit cent soixante douze (113.872) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Romao Emmanuel Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e, 9^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Marie Kayi, née le 22 décembre 1945
 Chéríta Rosemonde, née le 18 novembre 1949
 Yves, né le 22 juillet 1951
 Chériquinha Marie, née le 4 mai 1957.

N° 151-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de deux cent quatre vingt deux mille six cent trente six (282.636) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de deux cent quatre vingt seize mille sept cent trente deux (296.732) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sant'Anna Ouabi, contre-maître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des Travaux Publics du Togo (indice 1053) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sant'Anna Ouabi, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Rouhoul, né le 1^{er} août 1934
 Anourou, né le 11 novembre 1937
 Amadou, né le 20 février 1938
 Sikiratou, née le 19 juin 1940
 Oueyatlouai, né le 25 décembre 1941
 Hibatou, née le 28 novembre 1942.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix mille six cent soixante (70.660) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et à soixante quatorze mille cent quatre vingt quatre (74.184) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Sant'Anna Ouabi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Sofyana, né le 12 juin 1944
 Kouraizata, né le 18 mars 1946
 Abasse, né le 24 août 1950
 Adí, né le 10 janvier 1957.

N° 152-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de trois cent soixante huit mille sept cent quarante huit (368.748) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 et de trois cent quatre vingt sept mille cent quarante (387.140) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sitti Ayikoué Jean, instituteur principal 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1554) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sitti Ayikoué Jean, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale pour compter du 1^{er} octobre 1962 et de 25% pour compter du 1^{er} février 1963 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Isaac Ayité, né le 5 juin 1934
 Léopoldine Ayélé, née le 22 octobre 1936
 Justine Ayoko, née le 14 juin 1938
 Clémence Kayi, née le 1^{er} septembre 1940
 Angèle Ayélé, née le 17 mars 1941
 Chrysostome Ayitévi, né le 26 janvier 1943.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante treize mille sept cent cinquante deux (73.752) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 ; quatre vingt douze mille cent quatre vingt huit (92.188) francs pour compter du 1^{er} février 1963 et à quatre vingt seize mille sept cent quatre vingt huit (96.788) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Sitti Ayikoué Jean pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Chrysostome Ayitévi, né le 26 janvier 1943
 Emmanuel Ayité, né le 27 février 1944
 Gertrude Adakou, née le 15 novembre 1946
 Gabriel Ayayi, né le 26 décembre 1946
 Rosalie Povi, née le 4 septembre 1950
 Benjamin Ayayi, né le 18 janvier 1955.

N° 153-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 69%) au montant annuel de deux cent quatre vingt deux mille six cent trente six (282.636) francs pour compter du 1^{er} mars 1962 et de deux cent quatre vingt seize mille sept cent trente deux (296.732) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kitissou Séwavi Mathias, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1053) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kitissou Séwavi Mathias, pour

compter du 1^{er} mars 1962, une majoration pour famille nombreuse au taux de 250/0 de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Marie Labilé, née le 16 avril 1933
 Claire Labioko, née le 13 août 1937
 Michel, né en 1940
 Labité Hospice, né le 21 mai 1943
 Christine Dovi, née le 24 juillet 1943
 Mathieu Kpoti, né le 1^{er} janvier 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix mille six cent soixante (70.660) francs pour compter du 1^{er} mars 1962 et à soixante quatorze mille cent quatre vingt quatre (74.184) frs. pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Kitiissou Séwavi Mathias pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Marcel Labité, né le 16 janvier 1947
 Solange Labilévi, née le 22 mars 1948
 Marie Agnèlé, née le 15 août 1949
 Bénédicte Labiokovi, née le 21 mars 1951
 André Tèvi, né le 30 novembre 1953
 Timothée Sewoavi, né le 7 février 1955
 Sophie Tchotchovi, née le 18 septembre 1957
 Pierre Akouété, né le 10 mars 1958
 Paul Akouété, né le 10 mars 1958
 Cyprien Lassey, né le 16 septembre 1960.

N° 154-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — La pension d'invalidité concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Amouzou Abalo, ouvrier principal hors classe des chemins de Fer et Wharf du Togo est révisée et fixée au taux de 570/0 des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 410 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 678 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé :

pour compter du 1^{er} janvier 1961

à quatre vingt dix huit mille quarante (98.040) frs ;

pour compter du 1^{er} janvier 1962

à cent cinquante mille trois cent trente deux (150.332) francs ;

pour compter du 1^{er} novembre 1963

à cent cinquante sept mille huit cent trente deux (157.832) francs.

M. Amouzou Abalo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Philippe Akouété, né le 26 mai 1948
 Philippine Akouélé, née le 26 mai 1948
 Dovi, née le 1^{er} octobre 1951

Kossiwa, née le 17 janvier 1954

Adéarim Justine, née le 26 septembre 1954.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 155-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — La pension proportionnelle concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Amétépé Dada, chef d'équipe de 3^e classe des CFT. est révisée et fixée au taux de 540/0 des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 315 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 497 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé :

pour compter du 1^{er} janvier 1961

à soixante huit mille quarante (68.040) francs ;

pour compter du 1^{er} janvier 1962

à cent quatre mille quatre cents (104.400) francs ;

pour compter du 1^{er} novembre 1963

à cent neuf mille six cent huit (109.608) francs.

M. Amétépé Dada pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Wowouiné, née le 9 juillet 1943
 Agbédzidji, né le 14 octobre 1945
 Afannyakossou, né le 24 mai 1948
 Ayawovi, né le 2 décembre 1948.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 156-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Les pensions et rente viagère d'invalidité concédées sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer aux ayants-cause de M. Bonin Calixte, agent d'exploitation principal, de classe exceptionnelle des P.T.T., décédé le 2 novembre 1956 sont prises en charge par la caisse de retraites du Togo et révisées comme suit :

Pour Mme Veuve Bonin, née Akitan Victorine Akpenou.

1^o) — *Pension principale annuelle*

— soixante treize mille cinq cents (73.500) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— cent vingt deux mille huit cent quatre vingt huit (122.888) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— cent vingt neuf mille seize (129.016) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2^o) — *Rente viagère d'invalidité*

- vingt cinq mille quatre cents (25.400) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- trente huit mille neuf cents (38.900) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- quarante mille huit cent quarante (40.840) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

3^o) — *Indemnité compensatrice*

- cent quatorze mille soixante huit (114.068) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- quatre vingt dix mille sept cent quarante (90.740) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- quatre vingt deux mille six cent soixante douze (82.672) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;
- trente deux mille six cents (32.600) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1965.

pour les orphelins dénommés ci-dessous

Jean Damascène, né le 27 mars 1945
 Françoise, née le 4 octobre 1946
 Fidelis, né le 24 avril 1951
 Blanchard, né le 10 mai 1951
 Maixent, né le 26 juin 1953
 Philomène, née le 3 octobre 1953

1^o) — *Pension temporaire par orphelin*

- quatorze mille sept cents (14.700) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- vingt quatre mille cinq cent quatre vingts (24.580) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- vingt cinq mille huit cent quatre (25.804) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2^o) — *Rente d'invalidité*

- cinq mille quatre vingts (5.080) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- sept mille sept cent quatre vingts (7.780) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- huit mille cent soixante huit (8.168) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

3^o) — *Indemnité compensatrice*

- dix neuf mille huit cent vingt quatre (19.824) frcs. par an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- quinze mille huit cent vingt quatre (15.824) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- quatorze mille six cents (14.600) francs par an pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;
- six mille cinq cent vingt (6.520) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Les pensions, rentes et indemnités compensatrices accordées aux orphelins ne peuvent pas au total être supérieures à 50% des pensions, rente et indemnité compensatrice qu'aurait obtenues leur père.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des orphelins, les pensions, rentes et indemnités compensatrices fixées ci-dessus seront versées à Mme Ayokovigan Vignon, tutrice des enfants mineurs du de cujus.

Les indemnités compensatrices, accordées à Mme veuve Bonin et aux orphelins sont payables jusqu'à ce que, par une révalorisation ultérieure des émoluments, les intéressés perçoivent des rémunérations globales nouvelles égales ou supérieures au montant de leurs pensions et rentes actuelles, majorées des indemnités compensatrices fixées pour compter du 1^{er} janvier 1965.

N^o 157-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Les pensions de veuve et orphelins concédées sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer aux ayants cause de M. d'Almeida Pompéo Hubert, commis principal de classe exceptionnelle des SAFCT en retraite, décédé le 2 décembre 1959 sont prises en charge par la caisse de retraites du Togo et révisées comme suit :

Pour Mme veuve d'Almeida Marie, née Gunn

1^o) — *Pension principale annuelle*

- soixante douze mille six cent huit (72.608) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- cent onze mille deux cent soixante quatre (111.264) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- cent seize mille huit cent douze (116.812) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2^o) — *Majoration pour famille nombreuse 10%*

- sept mille deux cent soixante deux (7.262) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- onze mille cent vingt huit (11.128) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- onze mille six cent quatre vingt quatre (11.684) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

3^o) — *Indemnité compensatrice*

- cent dix mille quatre cent six (110.406) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;
- quatre vingt dix neuf mille huit cent trente deux (99.832) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;
- quatre vingt treize mille sept cent vingt huit (93.728) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;
- quarante neuf mille deux cent quatre vingt quatre (49.284) francs pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Cette indemnité est accordée jusqu'à ce que, par une révalorisation ultérieure des émoluments, Mme veuve d'Almeida perçoive une rémunération globale nouvelle égale ou supérieure au montant de la pension actuelle, majorée de l'indemnité compensatrice fixée pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Pour les orphelins dénommés ci-après, placés sous la tutelle de Monseigneur Dosseh :

Pierre, né le 6 juin 1942

Paul, né le 6 juin 1942.

1^o — Pension temporaire

— Vingt neuf mille quarante quatre (29.044) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961;

— quarante quatre mille cinq cent quatre (44.504) frs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962.

2^o — Indemnité compensatrice

— quarante mille cent quarante sept (40.147) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1961.

— Trente six mille trois cent quatre (36.304) francs par an pour compter du 1^{er} janvier 1962.

La pension temporaire et l'indemnité compensatrice accordées aux orphelins sont payables jusqu'au 6 juin 1963 inclus, date de la limite d'âge de 21 ans.

N^o 158-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71^o/o) au montant annuel de trois cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent vingt quatre (399.924) francs pour compter du 1^{er} novembre 1962 et de quatre cent dix neuf mille huit cent soixante huit (419.868) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Panou Pierre, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon, directeur d'école de 5 à 9 classes du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1448) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Panou Pierre, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15^o/o de sa pension principale pour compter du 1^{er} novembre 1962 et de 20^o/o pour compter du 31 janvier 1963 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés:

Pierre Kouassi, né le 6 février 1938

Jeannette Amélévi, née le 13 janvier 1940

Firminée Akouavi, née le 12 mars 1941

Lucie, née le 31 janvier 1947.

Pierrot Koffi, né le 31 janvier 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante neuf mille neuf cent quatre vingt huit (59.988) francs pour compter du 1^{er} novembre 1962, à soixante dix neuf mille neuf cent quatre vingt quatre (79.984) francs pour compter du 1^{er} février 1963 et à quatre vingt trois mille neuf cent soixante seize (83.976) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Panou Pierre pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 17^e rang) ci-après désignés:

Eugène Kouassi, né le 11 juillet 1948

John Kokou, né le 27 avril 1949

Séverin, né le 23 octobre 1949

René, né le 2 novembre 1950

Clotile, née le 3 juin 1951

Gabriel Kodjo, né le 24 mars 1952

Théophile Anani, né le 21 décembre 1952

Cyrille Messan, né le 8 juillet 1953

Etienne, né le 27 décembre 1954

Damien Akouété, né le 27 mars 1956

Cosme Akouété, né le 27 mars 1956

Akouété, né le 28 novembre 1959.

N^o 159-VP-MFEP-MF-CR- du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service: (pourcentage 74^o/o) au montant annuel de quatre cent quarante cinq mille huit cent quatre vingt seize (445.896) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de quatre cent soixante huit mille cent trente deux (468.132) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pédanou Kouakou Andréas, contrôleur principal 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 1.549) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pédanou Kouakou Andréas, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25^o/o de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés:

Jean-Baptiste, né le 24 juin 1929

Macaire Kouassi, né le 10 avril 1932

Gabriel Comlavi, Dodji, né le 27 août 1932

Madeleine Ablavi, née le 11 juillet 1933

Hilaire Codjovi, né le 14 janvier 1935.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent onze mille quatre cent soixante seize (111.476) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et à cent dix sept mille trente six (117.036) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Pédanou Kouakou Andréas pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 10^e au 13^e rang) ci-après désignés:

Norbert Yaovi, né le 6 juin 1946

Boniface Kouassi, né le 5 juin 1949

Hyacinthe Kodjo, né le 17 août 1959

Flore Ablanvi, née le 24 novembre 1959.

N^o 160-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service: (pourcentage 72^o/o) au montant annuel de quatre cent soixante six mille cinquante six (466.056) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 et de quatre cent quatre vingt neuf mille deux cent quatre vingt seize (489.296) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouanvhi Messanvi Laurent, instituteur principal 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1664) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouanviih Messanvi Laurent pour compter du 1^{er} octobre 1962, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Koffi Etienne, né le 23 décembre 1932
Assiaba Suzanne, née le 30 septembre 1935
Ablonkoba Antoinette, née le 15 juin 1941
Aba Louise, née le 12 juin 1943
Sam Jacques, né le 25 juillet 1945.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt treize mille deux cent douze (93.212) francs pour compter du 1^{er} octobre 1962 et à quatre vingt dix sept mille huit cent soixante (97.860) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Kouanviih Messanvi Laurent pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Anthè Philippe, né le 3 mai 1947
Messan Cyrille, né le 8 février 1949
Ayéfoua Madeleine, née le 29 mai 1951
Agnacouvi Justin, né le 13 avril 1954.

N° 161-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 69%) au montant annuel de deux cent quatre vingt deux mille six cent trente six (282.636) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et de deux cent quatre vingt treize mille sept cent trente deux (296.732) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zamba François, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1053) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1963.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zamba François, pour compter du 1^{er} janvier 1963, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e, 5^e et 6^e rang) ci-après désignés :

Eugénie, née le 14 juillet 1930
Laurent, né le 19 juin 1931
Cyrille, né le 19 février 1932
Sabine Ayaba, née le 6 septembre 1945
Pierre Paul Kouassi, né le 30 juin 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante six mille cinq cent vingt huit (56.528) francs pour compter du 1^{er} janvier 1963 et à cinquante neuf mille trois cent quarante huit (59.348) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Zamba François pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1963, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e, 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Auréline Afiavi, née le 20 octobre 1944
Florentine Ablavi, née le 31 août 1948
René Couassi, né le 5 septembre 1948
Yves Coovi, né le 19 mai 1949.

N° 162-VP-MFEP-MF-CR du 13-3-64 — Une pension pour ancienneté de service (pourcentage 67%) au montant annuel de deux cent soixante trois mille sept cent soixante (263.760) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et de deux cent soixante seize mille neuf cent douze (276.912) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kokodoko Ayité Christian, chef de station échelle 3 chevron 1 du corps du personnel des Chemins de Fer et Wharf du Togo (indice ancien 543, indice nouveau 1012) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kokodoko Ayité Christian, pour compter du 1^{er} janvier 1962, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Suzanne Dédé, née le 8 octobre 1932
Michel Amavi, né le 10 août 1938
Emmanuel Messan, né le 10 octobre 1940
Louise Akouélé, née le 28 novembre 1941
Louis Akouété, né le 28 novembre 1941
Béatrice Dédévi, née le 18 avril 1942.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante cinq mille neuf cent quarante (65.940) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à soixante neuf mille deux cent vingt huit (69.228) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Kokodoko Ayité Christian pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Augustin Dossè, né le 27 août 1947
Paul Dosseh, né le 29 juin 1948
Julien Akouété, né le 16 février 1950
Justine Kayi, née le 12 juillet 1954
Léopold Adamah, né le 15 novembre 1957
Gabriel Ayi, né le 27 février 1958
Henri Ayivi, né le 14 juillet 1961
Raphaël Amah, né le 26 septembre 1961.

Rôles

N° 130-MFEP-CD du 4-3-64 — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1964 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
1	Circ. Klouto	Taxe s/armes non perfectionnées	290.000	343.000
2	Circ. Mango	Taxe s/armes perfectionnées	53.000	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
1	Circ. Klouto	C. A. s/armes non perfectionnées	145.000	19.191.100
2	Circ. Mango	C. A. s/armes perfectionnées	26.500	
3	Com. Palimé	Taxe civique	399.000	
4	" "	Taxe civique	873.000	
5	Circ. Atakpamé	Taxe civique	15.437.600	
6	Com. Sokodé	Taxe civique	2.310.000	
Total				19.534.100

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de dix neuf millions cinq cent trente quatre mille cent francs est fixée au 29 mars 1964.

N° 131-MFEP-CD du 4-3-64 — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUGET GENERAL				
337	Com. Lomé	Taxe progressive 278.487	304.755	361.779
		I. G. R. 26.268		
338	Com. Lomé	Taxe progressive	57.024	361.779
Total				

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois cent soixante un mille sept cent soixante dix neuf francs est fixée au 15 février 1964.

N° 164-MFEP-CD du 13-3-64 — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1964 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
7	Com. Lomé	B. I. C.	46.200	56.429.500
8	" "	B. I. C.	432.100	
9	" "	B. I. C.	55.951.200	
Total				56.429.500

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinquante six millions quatre cent vingt neuf mille cinq cents francs est fixée au 29 février 1964.

N° 165-MFEP-CD du 13-3-64 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL	
BUDGET GENERAL					
368	Circ. Bafilo	Taxe s/armes non perfectionnées	300	3.300	
369	Circ. Bafilo	Taxe s/armes non perfectionnées	2.250		
370	Circ. Bafilo	Taxe s/armes non perfectionnées	750		
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION					
368	Circ. Bafilo	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	30	24.130	
369	Circ. Bafilo	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	225		
370	Circ. Bafilo	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	75		
371	Circ. Bafilo	Taxe civique	18.200		
372	Circ. Bafilo	Taxe civique	4.900		
373	Circ. Bafilo	Taxe civique	700		
BUDGET COMMUNAL					
374	Com. Sokodé	Patentes 3.832	4.214	7.893	
		C/A. s/patentes 382			
375	Com. Bassari	Patentes 3.066	3.679		
		C/A. s/patentes 613			
Total					35.323

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Installation d'un dépôt d'hydrocarbures

N° 5-MTP-Mines du 2-3-64 — La S.G.G.G. est autorisée à installer une station de vente d'hydrocarbures d'une capacité de 20.000 litres, composée de deux réservoirs souterrains répartis de la façon suivante :

Essence 10.000 litres

Pétrole 10.000 litres

Les installations seront réalisées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par cette société et visés par le chef du service des mines.

La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature.

Le dépôt conservera comme premiers moyens de secours contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles et facilement accessibles et près des postes de remplissage des camions-citernes, des bouches de remplissage des citernes et des tubes de jaugeage :

a) — Des caisses ou des seaux de sable maintenu à l'état meuble (minimum 100 litres) avec une pelle pour projection ;

b) — Des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures à l'exclusion dans le dépôt des extincteurs au bromure de méthyle. Ces extincteurs seront toujours maintenus en bon état de fonctionnement et le préposé au dépôt sera initié à leur fonctionnement.

Les frais de contrôle sont fixés conformément à l'arrêté n° 899-55-TP du 4 novembre 1955 à 5.000 francs par an.

L'établissement ci-dessus reste soumis à la législation actuelle et à venir relative aux établissements classés de la 2^e classe.

Le permissionnaire devra avant le commencement des travaux justifier de toutes autorisations éventuellement nécessaires entr'autres :

- Autorisation financière — (loi n° 60-26 du 5-8-60)
- Autorisation de construire
- Autorisation de Voirie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Occupation temporaire du domaine public

N° 6-MTP-Mines du 2-3-64 — La S.G.G.G. est autorisée à occuper temporairement le domaine public pour établir les voies d'accès à la station de distribution de carburants qu'elle se propose d'édifier à l'intérieur de sa concession à Dapango à charge pour elle de se conformer à la réglementation en vigueur et aux conditions spéciales suivantes :

- 1^o) — Aucune installation, autre que les voies d'accès ne devra se trouver sur le domaine public ;
- 2^o) — Les installations fixes et les distributeurs de carburants devront être placés au moins à 2,00m de la limite du domaine public et de telle sorte qu'en aucun moment les véhicules en ravitaillement ne puissent stationner sur le domaine public ;
- 3^o) — L'aire de stationnement sera desservie par deux voies d'accès qui devront répondre aux conditions suivantes :
 - a) — Elles ne devront pas s'opposer à l'écoulement des eaux du domaine public et pour cela des passages sur fossés devront être établis s'il y a lieu ;
 - b) — En aucun moment les eaux pluviales ou usées de la station ne devront s'écouler sur le domaine public ;
 - c) — La circulation se fera à sens unique sur les voies d'accès et pour cela les panneaux nécessaires seront mis en place par le pétitionnaire et à ses frais ;
 - d) — La largeur des voies ne pourra dépasser 4,00m mesurée perpendiculairement aux rives et leur axe devra former avec l'axe de la voie publique un angle de 30° au plus à leur entrée et compris entre 40° et 60° à leur sortie ;
 - e) — Aucune piste ne pourra commencer ou aboutir à moins de 10m d'un carrefour.
- 4^o) — Dans les carrefours la visibilité devra être dégagée suivant deux pans de 10m de longueur au moins, ces longueurs pouvant être augmentées si cela s'avère nécessaire. Ces zones de visibilité devront constamment rester libres de tout obstacle ;
- 5^o) — Les points lumineux de la station ne devront pas être confondus avec la signalisation routière ou leur faire obstacle. Ils ne devront pas être éblouissants pour les usagers de la route.

Le présent arrêté n'a que valeur de permission de Voirie. Le permissionnaire devra, avant tout commencement de travaux, obtenir les autres autorisations éventuellement nécessaires.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque le pétitionnaire justifiera qu'il a obtenu toutes les autorisations exigées par la législation entr'autres :

- Accord de M. le Ministre des Finances
- Autorisation financière (loi n° 60-26 du 5 août 1960)
- Autorisation délivrée par le service des établissements classés nécessitant une enquête de commodo et incommodo lorsque les installations sont rangées dans la 1^{re} ou la 2^e classe des établissements dangereux, incommodes ou insalubres.

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable et pour une période de cinq (5) années à dater de sa signature. En aucun cas elle ne pourra se renouveler par tacite reconduction. Le permissionnaire devra pour en obtenir la prorogation, déposer une nou-

velle demande trois (3) mois au moins avant l'expiration de la présente.

Si l'intérêt de la Voirie ou des usagers l'exige elle pourra, à tout moment, être révoquée sans indemnité pour le permissionnaire, les droits versés par celui-ci restant acquis à l'Etat.

En cas de révocation de l'autorisation et au plus tard à l'expiration de celle-ci si elle n'a pas été renouvelée, l'occupation cessera de plein droit et le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté de révocation ou de la date d'expiration de la permission.

Passé ce délai, en cas d'inexécution de cette prescription, procès-verbal sera dressé et le travail exécuté d'office aux frais du permissionnaire.

Pour constater la précarité de la présente autorisation, les installations occupant le domaine public donneront lieu au paiement d'une redevance par année de permission. Cette redevance fixée à cinq mille (5.000) frs. par borne de distribution de carburants est à verser chaque année et d'avance dans les caisses de M. le receveur des domaines.

Les constructions seront exécutées conformément aux dispositions figurées sur les plans remis par le pétitionnaire, visés par le service des travaux publics et visés « Bon pour autorisation de construire » par le service chargé de délivrer les autorisations de construire.

Le permissionnaire ne pourra commencer les travaux qu'après vérifications de leur implantation par l'ingénieur du service des travaux publics et l'inspecteur des établissements classés.

Dans le cas où une ligne télégraphique ou téléphonique serait rencontrée soit dans les fouilles soit lors de l'implantation du poste (poteaux, supports etc...) le commencement ou la continuation des travaux sera subordonné à l'autorisation du directeur des postes et télécommunications.

Le titulaire de la présente autorisation, laquelle est personnelle, sera responsable, tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations. Il conservera cette responsabilité en cas de cession non autorisée de ses installations, les droits des tiers restant dans tous les cas expressément réservés.

Nominations

N° 125-D-MTP-CFT du 26-2-64 — M. Klaus Heinz, ingénieur diéseliste de l'Assistance Technique Allemande, précédemment chef du dépôt autorail, est nommé chef du service matériel et traction p.i. à compter du 13 février 1964, en remplacement de M. Metz Agust, chef dudit service, en instance de départ en congé.

M. Cadassou Honoré, adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre supérieur des travaux publics est nommé adjoint p.i. au chef service matériel et traction à compter du 13 février 1964, en remplacement de M. Bonin Jean, ingénieur de 3^e classe, 4^e échelon, appelé à d'autres fonctions.

M. Cadassou Honoré, nommé adjoint p.i. au service Matériel et Traction peut prétendre, en cette qualité, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente est imputable au budget annexe des chemins de fer du Togo (exercice 1964).

N° 154-D-MTP-TP du 11-3-64 — M. Lara Moïse, ingénieur hors classe du cadre autonome des ingénieurs des travaux publics, de retour de congé et mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications, est nommé chef de la subdivision Bâtiments-Sud Lomé et cumulativement avec ses fonctions, chef par intérim de l'Arrondissement-Bâtiments.

Affectation

N° 140-D-MTP-TP du 3-3-64 — M. Attikpo Stanislas, ouvrier principal 1^{er} échelon, en service à la subdivision parc et matériel (Atelier de Tokoin) est affecté à la subdivision des travaux publics de Mango-Dapan-go, avec résidence à Mango, en qualité de chef de garage.

Les émoluments de M. Attikpo Stanislas restent imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

Classements

N° 144-D-MTP-TP du 6-3-64 — M. Atsou Nicodème, menuisier journalier en service à la Subdivision-Bâtiments-Sud Lomé, est classé menuisier 2^e catégorie échelle A.

Le salaire de l'intéressé reste imputable sur les crédits fonds travaux.

La présente décision aura effet à compter du 1^{er} mars 1964.

N° 145-D-MTP-TP du 6-3-64 — M. Djibom Abalovi Lucien, menuisier charpentier journalier en service à la Subdivision-Bâtiments-Sud Lomé, est classé menuisier charpentier 4^e catégorie échelle A.

Le salaire de l'intéressé reste imputable sur les crédits fonds travaux.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1964.

Licenciement

N° 141-D-MTP-TP du 6-3-64 — M. Zilevou Koffi, chauffeur permanent 3^e catégorie échelle B, en service à la subdivision routes sud Lomé, est licencié de son em-

ploi, pour compter du 1^{er} février 1964, pour faute grave en service.

M. Zilevou Koffi n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 5-3-64 à l'arrêté n° I-MTP-Mines du 7 janvier 1964 ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'une station de vente de carburants par la société AGIP à Atakpamé en bordure de la route Lomé/Sokodé.

Au lieu de :

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 12 janvier 1964 au sujet de l'ouverture d'une station de vente de carburants par la société AGIP à Atakpamé en bordure de la route Lomé/Sokodé.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le maire de la ville d'Atakpamé pendant quinze jours à partir du 27 janvier 1964 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désirent en prendre connaissance.

Lire :

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 10 mars 1964 au 25 mars 1964 au sujet de l'ouverture d'une station de vente de carburants par la société AGIP à Atakpamé en bordure de la route Lomé/Sokodé.

Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le maire de la ville d'Atakpamé pendant quinze jours à partir du 10 mars 1964 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désirent en prendre connaissance.

(Le reste sans changement)

MINISTERE DE LA JUSTICE

Nomination

N° 17-D-MJ du 17-3-64 — M. Pierron Maurice, vice-président du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, est désigné, cumulativement avec ses fonctions, en qualité de président du tribunal du travail de Lomé, en remplacement de M. Lawson Yves Victor, juge d'instruction, suspendu de ses fonctions.

Engagement

N° 16-D-MJ du 16-3-64 — M. Kolani Damigou est engagé en qualité de cuisinier de 6^e catégorie au salaire mensuel de sept mille quatre cent cinquante deux francs.

(7.452) pour servir à l'hôtel du Ministre de la Justice, en remplacement de M. Koussogba Dieudonné, qui reprend ses fonctions de jardinier.

M. Koussogba, précédemment cuisinier, est engagé en qualité de jardinier de 2^e catégorie au salaire mensuel de cinq mille six cent seize francs (5.616 frs).

La dépense est imputable au budget général, chapitre 16, article 1.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} mars 1964.

Démission

N° 13-D-MJ du 16-3-64 — Est acceptée pour compter du 1^{er} février 1964, la démission de son emploi offerte par Mme Nicoué Confort, agent permanent — 6^e catégorie échelle A, en service au greffe du tribunal de Lomé.

L'intéressée n'aura droit à aucune indemnité de congé payé.

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Nominations

N° 2-MCIT du 7-3-64 — Est approuvée la nomination de M. Pierre Kokou Ametozion en qualité de directeur de l'office national togolais du tourisme.

Le traitement mensuel de l'intéressé fixé à 30.000 frs. (trente mille francs) sera imputé au budget de l'office national togolais du tourisme.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1964.

N° 3-D-MCIT du 7-3-64 — M. Montfleury de Ville-neuve Guy, contrôleur des enquêtes économiques, en service à la direction du commerce et de l'industrie, est nommé chef du bureau du contrôle des prix et stocks.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 4-D-MCIT du 7-3-64 — M. Kéké Clément, secrétaire d'administration, en service à la direction du commerce et de l'industrie, est nommé contrôleur des prix et stocks.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Imputation budgétaire

N° 26-D-MER du 3-3-64 — Les salaires des agents de la J.P.A. ci-après désignés, salaires précédemment imputés sur le chapitre 20, article 4 sont, à partir du 1^{er} janvier 1964, imputés sur le chapitre 20, article 9.

MM. Sodji Jean Laurent, instituteur adjoint 2^e classe 1^{er} échelon

Kavégè Basile, instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} éch.
Amados Christophe, instituteur-adjoint 3^e classe 2^e échelon

Sodji Valentin, instituteur-adjoint 3^e classe 2^e éch.
Kloutsé Paulin, instituteur-adjoint 3^e classe 2^e éch.
Louis Noël, moniteur 2^e classe 3^e échelon

Mlle Satchivi Philomène, institutrice-adjointe 3^e classe 1^{er} échelon.

Affectations

N° 27-D-MER-AG du 4-3-64 — Les agents permanents de 2^e catégorie échelle A, nouvellement engagés et mis à la disposition du service de l'agriculture par décision n° 1.188-MFP du 11 décembre 1963, reçoivent les affectations suivantes:

Au centre-pilote de Kandé

MM. Gazarou Barnabé, chauffeur
Tandja Bokari, surveillant de cultures

Au centre-pilote de Barkoissi

MM. Laré Henri, surveillant de cultures
Sanwogou Nambima, surveillant de cultures

Au centre-pilote de Toaga

MM. Lihan Touarbam, surveillant de cultures
Nana Bawa, surveillant de cultures

A la ferme de Sotouboua

MM. Nakpamé Nicolas, surveillant de cultures
Katiko Antoine, surveillant de cultures

A la brigade des travailleurs de Sotouboua

M. Alfa René, surveillant de cultures

Au centre-pilote de Kabou

MM. Batchazé Emile, surveillant de cultures
Salifou Amidou, surveillant de cultures
Tayéléké Henri, surveillant de cultures

A la station agricole de Tové

MM. Amélikpou Vincent, chauffeur
Séwounou Antoine, surveillant de cultures
Azaglo René, surveillant de cultures.

Les traitements des intéressés demeurent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

N° 28-D-MER-SP du 4-3-64 — M. Agboton Sylvestre, ingénieur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon de l'élevage, précédemment en service à Lomé, est affecté aux circonscriptions d'Anécho et Tabligbo, avec résidence à Anécho.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables sur le chapitre 20, article 8 du budget général, exercice 1964.

La présente décision prend effet à partir de la date de sa signature.

N° 29-D-MER du 6-3-64 — Les chefs instructeurs de régions et de circonscriptions du Mouvement de la Jeunesse pionnière agricole ci-après désignés reçoivent les affectations suivantes :

M. Agbobly Joseph, nouvellement engagé, est affecté à Atakpamé en qualité de chef-instructeur de la région des plateaux.

M. Dzahini Vincent, nouvellement engagé, est affecté à Palimé en qualité de chef-instructeur de circonscription.

M. Kpékouma Antoine, nouvellement engagé, est affecté à Mango en qualité de chef-instructeur de circonscription.

M. Ajavon Michel, nouvellement engagé, est affecté à Nuatja en qualité de chef-instructeur de circonscription.

M. d'Almeida Antoine, nouvellement engagé, est affecté à Lomé en qualité de chef-instructeur de région.

M. Appoh Félix, agent permanent de 2^e catégorie échelle A, précédemment en service à Bassari, est affecté à Dapango en qualité de chef-instructeur de circonscription.

M. Danhoui Paul, agent permanent de 2^e catégorie échelle A, précédemment en service à Anécho, est affecté à Lomé direction du Mouvement (Section Ecole) en qualité de dactylographe.

MM. Améwu Samuel, Sipotou Martin, agents permanents de 2^e catégorie échelle A, précédemment en service à Tsévié, sont affectés à Lomé direction du Mouvement (Section Magasin) en qualité de magasiniers.

Les émoluments des intéressés seront imputés sur le chapitre 20, article 9 du budget général.

N° 30-D-MER-EF du 7-3-64 — M. Gnrofon Bruno, ingénieur civil stagiaire de 2^e classe 2^e échelon des eaux et forêts en instance de départ pour un stage de formation professionnelle en France, est provisoirement affecté à Sokodé en qualité de chef de l'inspection forestière de la région centrale.

M. Akakpo Ignace, ingénieur civil stagiaire des eaux et forêts 2^e classe 2^e échelon affecté à Sokodé en qualité de chef de l'inspection forestière de la région centrale par décision n° 14-D-MER-EF du 5 février 1964, est chargé des fonctions d'adjoint au chef de ladite inspection jusqu'à la date de départ de M. Gnrofon.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur le chapitre 20, article 6 du budget général.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Affectations

N° 21-D-MSP du 4-3-64 — M. Nathaniels Kotso Emmanuel, médecin en chef 3^e échelon, mis à la disposition du ministre de la Santé publique, est affecté à la subdivision sanitaire d'Anécho, en qualité de chirurgien.

Le traitement de M. Nathaniels Kotso Emmanuel sera imputé au budget général, chapitre 22, article 6 (AM).

La présente décision a effet pour compter de la date de la prise de service de l'intéressé.

N° 23-D-MSP du 4-3-64 — Les fonctionnaires et agent permanent des services de la santé publique ci-après désignés sont affectés :

à la subdivision sanitaire de Lomé

M. Pana Yoma Raphaël, infirmier d'Etat de 2^e classe 2^e échelon précédemment en service à la subdivision sanitaire de Sokodé, en complément d'effectif.

à la subdivision sanitaire de Tsévié

M. Kouévi Ayikoué Prosper, infirmier d'Etat de 2^e cl. 2^e échelon, de retour de congé, précédemment en service à Bassari, en remplacement de M. Johnson K. Gabriel.

à l'hôpital de Sokodé

Mme. Yérima Zaratou, dactylographe permanente 3^e catégorie échelle A, précédemment en service à Palimé en complément d'effectif.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 22, article 6 (AM).

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

N° 26-D-MSP du 4-3-64 — Mlle d'Almeida Noellie, Florida, sage-femme, de 2^e classe 2^e échelon, de retour de stage de formation professionnelle au Canada, remise à la disposition du ministre de la santé publique, est affectée au ministère de la santé publique et nommée surveillante générale et monitrice principale de l'école nationale des infirmiers et infirmières du Togo.

Le traitement de Mlle d'Almeida est imputable au budget général, chapitre 22, article 9, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Mise à pied

N° 22-D-MSP du 4-3-64 — Une mise à pied de sept jours est infligée à M. Attigla Nicolas, comptable permanent 5^e catégorie échelle A, en service à la subdivision sanitaire de Palimé (cession de médicaments aux particuliers) pour faute grave en service. Cette punition constitue un premier et dernier avertissement avant licenciement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Ouverture d'école

N° 2-MEN du 3-3-64 — Le comité des notables de Bè est autorisé à ouvrir une école primaire privée laïque à Bè — Dagbipé (près de la lagune).

Cette autorisation d'ouverture n'implique nullement l'octroi d'une subvention.

Autorisation d'enseigner

N° 20-D-MEN du 4-3-64 —

MM. Amégee François, titulaire du B.E.P.C.
Akpabie Lambert, titulaire du B.E.P.C.
Mensah Pascal, titulaire du B.E.P.C.
Améséfé Sosthenes, titulaire du «West African School Certificate»
sont autorisés à enseigner dans les écoles privées du territoire.

Nomination

N° 24-D-MEN du 18-3-64 — M. Tchalima Sanda, moniteur de 2^e classe 3^e échelon, en service à l'école publique de Lama-Kara, est nommé secrétaire à l'inspection de l'enseignement primaire de Lama-Kara.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Démission

N° 21-D-MEN du 5-3-64 — Est acceptée, pour compter du 15 janvier 1964, la démission de son emploi offerte par M. Akou Holo Tcha, moniteur permanent.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 74-MFP du 5-3-64 fixant la date des élections des représentants du personnel au sein des commissions paritaires de certains cadres.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 355-MFP, du 29 octobre 1963, portant dissolution des commissions d'avancement ;

Vu l'arrêté n° 56-MFP, du 15-2-64 instituant les commissions administratives paritaires,

ARRETE :

Article premier — Les élections des représentants du personnel au sein des commissions paritaires se dérouleront aux dates indiquées dans le tableau 1 annexé au

présent arrêté. Ce tableau indique en outre pour chaque corps le siège du bureau central de vote, l'autorité assumant la présidence du bureau de vote, la date d'affichage des listes électorales, les dates limites de dépôt et d'affichage des listes de candidats.

Art. 2. — Les listes électorales seront affichées pour chacun des cadres ou des groupes de cadres à la direction de la fonction publique, à la direction des services intéressés et au siège des circonscriptions administratives aux dates indiquées dans le tableau 1 annexé au présent arrêté.

Les réclamations contre les inscriptions ou omissions seront adressées au directeur de la fonction publique dans les délais prescrits par l'article 24, alinéa 3 de l'arrêté n° 56-MFP du 15 février 1964.

Art. 3. — Le dépôt des listes de candidats devra être effectué à la fonction publique aux dates indiquées dans le tableau 1 annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Les listes de candidats seront établies selon les indications fournies :

par le tableau II ci-annexé, en cas d'élections par cadre et par grade ;

par le tableau III ci-annexé, en cas d'élections par cadre et par grade et groupe de grades ;

par le tableau IV ci-annexé, en cas d'élections par groupe de cadres.

Elles seront affichées à la direction de la fonction publique, à la direction des services intéressés et au siège des circonscriptions administratives aux dates indiquées dans le tableau I ci-annexé.

Art. 5. — Au cas où un électeur serait dépourvu de bulletin de vote, il sera en droit conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté n° 56-MFP du 15 février 1964, d'utiliser comme bulletin une feuille de papier de format commercial sur laquelle il mentionnera :

1°) le cadre auquel il appartient

2°) les noms des candidats de chaque grade pour lesquels il vote.

Le nombre des représentants titulaires et suppléants à élire est indiqué dans les tableaux II, III et IV annexés au présent arrêté.

Art. 6. — Les électeurs résidant à Lomé voteront directement au bureau central de vote.

Les électeurs résidant dans les circonscriptions voteront par correspondance conformément aux dispositions de l'arrêté n° 56-MFP du 15 février 1964.

Ils remettront leurs bulletins de vote sous double enveloppe aux chefs des circonscriptions administratives contre récépissé. Les bulletins de vote seront expédiés au président du bureau central de vote de manière à ce qu'ils parviennent à Lomé avant la date fixée pour les élections.

Art. 7. — Le directeur de la fonction publique, les chefs de services et les chefs des circonscriptions administratives sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1964

O. Pana

TABLEAU I

Date des élections — Bureaux de vote — Affichage des listes électorales — Dépôt et affichage des listes de candidats.

Tous cadres appartenant aux Corps indiqués ci-dessous	Bureau Central de vote (1)	Président du Bureau (2)	Dates des élections	Affichage des listes électorales	Dépôt des listes de candidats	Affichage des listes de candidats
1) Administration générale	Direction F.P.	Directeur F.P.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
2) Travaux Publics et Techniques Industrielles	Direction T. P.	Directeur T.P.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
3) Mines et Géologies	Direction T. P.	Directeur T.P.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
4) Postes et Télécommunications	Direction P.T.T.	Directeur P.T.T.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
5) Météorologie et Aéronautique civile	Direction de l'Aéronautique Civile	Directeur de l'Aéronautique Civile	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
6) Police	Commissariat central	Chef Sûreté	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
7) Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Conditionnement	Direction Agro.	Direct. Agro.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
8) Douanes	Direct. Douanes	Direct. Douanes	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
9) Chemins de Fer et Wharf	Direct. C. F. T.	Direct. des CFT.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
10) Enseignement	Lycée Bonnacarrère	Direct. Enseign.	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
11) Santé Publique	Hôpital	Direct. Santé	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64
12) Personnel Judiciaire	Palais de Justice	Président Cour d'Appel	2-4-64	18-3-64	18-3-64	26-3-64

(1) Saut modification figurant au Tableau IV.

(2) En cas d'empêchement, le président du bureau de vote désigne son représentant.

TABLEAU II

Elections par cadre et par grade

A) Six titulaires et six suppléants

- 1) Secrétaires d'administration (adm. générale)
- 2) Adjoint administratifs (adm. générale)
- 3) Préposés (P.T.T.)
- 4) Gardiens de la paix (Police)
- 5) Préposés et infirmiers (Elevage)
- 6) Préposés (Douanes)
- 7) Agents de maîtrise (CFT et Wharf)
- 8) Instituteurs adjoints (Enseignement)
- 9) Moniteurs (Enseignement)
- 10) Infirmiers et aides-sanitaires (Santé publique)

Pour chacun des cadres ci-dessus:

Grade initial: 2 titulaires, 2 suppléants

Grade moyen: 2 titulaires, 2 suppléants

Grade terminal ou exceptionnel: 2 titulaires, 2 suppléants.

B) Quatre titulaires et quatre suppléants

- 1) Officier-adjoint (Police)
Grade initial: 2 titulaires, 2 suppléants
Grade moyen: 2 titulaires, 2 suppléants
- 2) Agents de constatation — (Douanes)
Grade initial: 2 titulaires, 2 suppléants
Grade moyen: 1 titulaire, 1 suppléant
Grade terminal et exceptionnel: 1 titulaire, 1 suppléant.
- 3) Agents spécialisés (CFT et Wharf)
Grade moyen: 2 titulaires, 2 suppléants
Grade terminal: 2 titulaires, 2 suppléants.

C) Trois titulaires et trois suppléants

- 1) Agents spécialisés (travaux publics et techniques industrielles)
- 2) Agents spécialisés (Postes et Télécommunications)
Grade moyen: 1 titulaire, 1 suppléant
Grade terminal et exceptionnel: 2 titulaires, 2 suppléants.

D) Deux titulaires et deux suppléants

Agents techniques et assistants médico-sociaux (Santé publique)
Grade initial: 2 titulaires et 2 suppléants.

TABLEAU III

Elections par cadre et par grade et groupe de grades

A) Quatre titulaires et quatre suppléants

- I — 1) Adjoint techniques (T.P. et T.I.)
- 2) Agents de maîtrise (T.P. et T.I.)
- 3) Contrôleurs (P.T.T.)
- 4) Assistants (Météo et Aéronautique Civile)
- 5) Adjoint techniques (Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Conditionnement).
- 6) Médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes (Santé publique).
- 7) Sages-femmes (Santé publique).

Pour chacun des cadres ci-dessus:

Grade initial: 2 titulaires, 2 suppléants.

Groupe, grade moyen, terminal, et exceptionnel: 2 titulaires, 2 suppléants.

- II — 8) Commis d'administration (Adm. générale).
Grade terminal ou exceptionnel: 2 titulaires, 2 suppléants.
Groupe, grade initial et moyen: 2 titulaires, 2 suppléants.

B) Trois titulaires et trois suppléants**1) Agents spécialisés (P.T.T.)**

Grade initial : 2 titulaires, 2 suppléants.

Groupe, grade moyen, terminal et exceptionnel :
1 titulaire, 1 suppléant.**C) Deux titulaires et deux suppléants****I — 1) Ingénieurs (Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Conditionnement).****2) Infirmiers d'Etat et assistants d'hygiène (Santé publique).**

Pour chacun des cadres ci-dessus énumérés :

Groupe, grade initial et moyen : 2 titulaires, 2 suppléants.

II — 3) Ingénieurs adjoints (Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Conditionnement)**4) Contrôleurs (Douanes)****5) Adjoints techniques et sous inspecteurs (CFT et Wharf)****6) Greffiers (Personnel judiciaire).**

Pour chacun des cadres énumérés ci-dessus :

Tous grades groupés : 2 titulaires, 2 suppléants.

D) Un titulaire et un suppléant**1) Adjoints techniques (Météo et Aéronautique Civile)**

Tous grades groupés : 1 titulaire, 1 suppléant.

TABEAU II**Elections par groupe de cadres****1^o/Administration générale**

Groupe : — Cadre des administrateurs civils :

— Cadre des attachés et administrateurs :
2 titulaires et 2 suppléants pour l'ensemble du groupe.

Bureau de vote central : Direction de la fonction publique.

2^o/— Travaux publics et techniques industrielles — mines et géologie

Groupe : — Cadre des ingénieurs et ingénieurs géomètres (T.P.)

— Cadre des ingénieurs (Mines et Géologie)
titulaire et 1 suppléant pour l'ensemble du groupe.

Bureau de vote central : direction des travaux publics.

3^o/— Enseignement**1^{er} groupe — Cadre des agrégés, certifiés et assimilés**— Cadre des inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré et inspecteurs de la jeunesse et des sports.

2 titulaires et 2 suppléants pour l'ensemble du groupe.

2^e groupe — Cadre des instituteurs

— Cadre des professeurs des collèges et enseignement technique.

— Cadre des maîtres d'éducation.

2 titulaires et 2 suppléants pour les fonctionnaires de grade initial

2 titulaires et 2 suppléants pour les fonctionnaires de grade moyen

2 titulaires et 2 suppléants pour les fonctionnaires de grade terminal et exceptionnel.

Bureau de vote central : direction de l'enseignement.

4) Postes et télécommunications

Groupe — Cadre des agents des installations électro mécaniques

— Cadre des agents d'exploitation.

2 titulaires et 2 suppléants pour l'ensemble des fonctionnaires de ces cadres de grade initial.

2 titulaires et 2 suppléants pour l'ensemble des fonctionnaires de ces cadres de grade moyen, terminal ou exceptionnel.

Bureau central de vote : direction des P.T.T.

Intégration

N° 76-MFP du 5-3-64 — M. Guenou Bernard, ancien stagiaire de l'école nationale de l'aviation civile à Paris est admis dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B) indice 750 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 18, article 8).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

N° 77-MFP du 5-3-64 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, déclarés admis à l'examen du C.E.A.P. (session 1963) sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1963 et conservent une ancienneté civile d'un (1) an.

MM. Placktor Guy

Adama Jeannette

Quenum Faustin

Akakpo G. Guédou

Lawson Charles

Amédjrovi Marcel

Boutora T. Etienne

Amégan Raphaël

Pio Sériou

Kpodar Ayoko Victorine

MM. Kuévi Claudine

Kavégé Léopold

Ibrahima Yacoubou

Wilson Léopold

Freitas Idelfonsio

Mensah Emmanuel

Dédjigba Céphas

Dété A. Odo Paul

Kwassi Kokou Albert.

Les intéressés conservant une ancienneté civile de 2 ans au 1^{er} janvier 1964, sont élevés au 2^e échelon pour compter de cette date.

N° 80-MFP du 10-3-64 — Les gardiens de paix de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de la police dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} mars 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an):

MM. Togbé Michel	MM. Elias Pierre
Bitassa Benoît	Lakougnon Antoine
Ayama Gaston	Katchame Madaria
Sintou Bakou	Lamboni Konabiébé
Comlan Kaba	Tchandikou Napo
Takona Gabriel	Kpélenga André
Baméla André	Laré Lamboni
Alassani Derman	Koulekey Joseph
Kpadja Tchén	Edorh Christophe
Samali Yaya	Olympio Joseph
Kpanté Mama	Akakpo Robert
Botchona Kaou	Banabayé Simon
Thao Kpéssilao	Napo Tchani
Komi Karoh	Essobiyou Stéphan
Kama Etienne	Bondjona S. Théodore
Alognon Antoine	Djoma Djobi.

N° 81-MFP du 10-3-64 — M. Agoudjobi Isaac, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

N° 82-MFP du 10-3-64 — M. Kassan Kotodjona, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 15 février 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

N° 83-MFP du 10-3-64 — Les préposés 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires des douanes dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} février 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

MM. Ago Frédéric	MM. Tchendo Patrice
Adjivon Ernest	Mensah K. Michel
Karba Babamesso Daniel	Dahlin Michel.

N° 84-MFP du 10-3-64 — Les adjoints administratifs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1964 (ancienneté civile conservée un (1) an).

MM. Ali Kpohou	M. Badohoun Benjamin
Aziadapou Théophile	

N° 87-MFP du 11-3-64 — Les fonctionnaires stagiaires dont les noms suivent, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

B — Secrétaire d'administration

M. Dravie Paul, secrétaire d'administration 2^e classe 1^{er} échelon

C — Adjoint administratif

M. Comlan André, adjoint administratif 2^e classe 1^{er} échelon.

N° 88-MFP du 11-3-64 — M. Ségla Prosper, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 11 mars 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

N° 89-MFP du 11-3-64 — M. Toovi Placide, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1963 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

N° 91-MFP du 12-3-64 — Les secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an).

M. Johnson Cyprien	Mme Gbedey Régine.
--------------------	--------------------

N° 92-MFP du 16-3-64 — Les préposés 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires des douanes dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 15 février 1964 (ancienneté civile conservée: un (1) an.)

MM. Badawassou Germain	MM. Adjogble Nicólas
Banté Tignokpa	Yague Tchaou
Ayité Hilla	Longa Samuel
Bagnansé N'Falé	Kouete Appolinaire
Lakmon Antoine	Abalekpor Y. Sébastien
Abotchi Salomon	Afanou Gilbert
Vias Roger	Djondo Anani Jean
Gnansa Vincent	Ayissa Alphonse
Kokou Clément	Nanta N. Barthélémy
Segbetse Emmanuel	Lemon Maské
Akotogan Cléophas	Ayikoue Homékou
Bakela Dahini	Yelenake Kognokadé
Gnakoulamba Alassani	

Affectations

N° 190-D-MFP du 28-2-64 — M. Lara Moïse, ingénieur hors classe du cadre autonome des ingénieurs des travaux publics, de retour de congé et arrivé à Lomé le 23 janvier 1964, est remis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications.

N° 192-D-AS-MFP du 28-2-64 — M. d'Almeida Joseph, agent permanent de 2^e catégorie échelle A, en service aux Affaires Sociales en qualité d'éducateur de masse, est mis à la disposition du chef de circonscription de Lomé, pour servir à Baguida.

Son traitement sera supporté par le budget général, chapitre 24, article 8.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 203-D-MFP du 5-3-64 — Les fonctionnaires ci-après désignés reçoivent les affectations suivantes :

MINISTERE DES FINANCES

(Inspection Mobile) chapitre 8, article 19.

MM. Bolouvi Philippe, secrétaire d'administration stagiaire

Vimegnon K. Joseph, secrétaire d'administration stagiaire

MINISTERE DE L'INTERIEUR

chapitre 14 — article 4.

Honoye Léonard, secrétaire d'administration stagiaire

MINISTERE DU COMMERCE

chapitre 30 — article 4.

Keke Clément, secrétaire d'administration stagiaire

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

(BUS) chapitre 26 — article 10.

Atsu Jacob, secrétaire d'administration stagiaire

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 218-D-MFP du 5-3-64 — M. d'Almeida Léopold, adjoint technique principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics, en service à Sokodé, est mis à la disposition du Vice-Président, Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan (service du garage central — budget général, chapitre 8, article 6) pour compter du 1^{er} mars 1964.

N° 219-D-MFP du 5-3-64 — M. Montfleury de Ville-neuve Guy, contrôleur des enquêtes économiques 11^e échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 10 février 1964, est mis à la disposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme (budget général, chapitre 30 — article 4).

N° 220-D-MFP du 5-3-64 — Mlle Degrange Arlette, institutrice de 2^e échelon, nouvellement mise à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française, et arrivée à Lomé le 25 janvier 1964, est mise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale (budget général, chapitre 26, article 5).

N° 221-D-MFP du 5-3-64 — M. Faccendini Jean-Jacques, magistrat du 2^e grade 1^{er} groupe 3^e échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française et arrivé à Lomé le 8 février 1964, est mis à la disposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (budget général, chapitre 16, article 6).

N° 222-D-MFP du 5-3-64 — Mme N'Nang Hélène, professeur contractuel, nouvellement mise à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française, et arrivée à Lomé le 25 janvier 1964, est mise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale (budget général, chapitre 26, article 5).

N° 223-D-MFP du 5-3-64 — M. Kpakpaloulou Emile, moniteur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, de retour de congé de longue durée pour maladie, est remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale à compter du 13 octobre 1963.

N° 224-D-MFP du 5-3-64 — Mme Nathaniels Arlette, médecin contractuel, nouvellement mise à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française, et arrivée à Lomé le 11 novembre 1963, est mise à la disposition du Ministre de la Santé Publique (budget général, chapitre 22, article 6).

N° 225-D-MFP du 5-3-64 — M. Claveranne Pierre, adjoint-technique des Ponts et Chaussées de 3^e échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 11 février 1964, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications (budget annexe des C.F.T. et Wharf).

N° 233-D-MFP du 10-3-64 — Le Dr. Akakpo André, nouvellement engagé en qualité de médecin contractuel, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique (budget général, chapitre 22, article 6).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Engagement

N° 211-D-MFP du 5-3-64 — M. Amegboh Joseph, stagiaire du Studio-Ecole de la FOM, est engagé en qualité d'animateur de programmes au salaire mensuel de vingt huit mille (28.000) francs à compter du 26 mai 1963, et mis à la disposition du Ministre de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion (service de la Radiodiffusion).

Son traitement sera imputé au budget général, chapitre 6, article 10, exercice 1963.

Le salaire de l'intéressé est porté à trente et un mille cinq cents (31.500) francs pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Détachement — Nomination

N° 79-MFP du 6-3-64 — M. Yebovi Andrew Elias, médecin en chef 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé publique est détaché auprès de la Caisse de compensation des prestations familiales et nommé directeur de cette Caisse.

Ses émoluments seront supportés par le budget de la caisse de compensation des prestations familiales.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Rétablissement de situation administrative

N° 78-MFP du 5-3-64 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 243-MFP du 28 août 1961 portant rétrogradation en ce qui concerne M. Legbaga Boko, adjudant garde-frontière.

La situation administrative de M. Legbaga Boko est ainsi rétablie au point de vue exclusif de l'ancienneté :

1-1-60 — adjudant-chef

Reclassé : 1-1-62 — brigadier chef 1^{er} échelon

1-1-62 — brigadier chef 2^e échelon

1-1-64 — brigadier chef 3^e échelon

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1964 au point de vue de la solde.

Passages automatiques d'échelon

N° 244-D-MFP du 16-3-64 — Est constaté au titre du premier semestre 1964 et pour compter des dates ci-dessous, le passage automatique à l'échelon supérieur de leur grade, des gardiens de la paix (corps de la police) :

Au 3^e échelon du grade de gardien de la paix principal :

1-1-64 — Ollanlo Emmanuel — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Hounsou Lokossou — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Adjeyo Kouassi Michel — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Assogba K. Robert — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Kponou Sylvain — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Gbado Michel — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Godonou A. Antoine — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Batama Joseph — A.C. 10 mois, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Ibrahim Guèdè — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Kérim Ousmana — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

1-1-64 — Zougou Mossi — A.C. néant, gardien de la paix principal 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade de gardien de la paix principal

1-1-64 — Zinsou Dontin Bernard — A.C. néant, gardien de la paix principal 1^{er} échelon

Au 2^e échelon du grade de gardien de la paix de 1^{re} classe

1-1-64 — Tchékéli Yehouénon — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Kotin J. Dofontin — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Ayikoué Louis — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Motcho Houkpè — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Gbékpo Théophile — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Laré Balaté — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Kolani Ali Gourma — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — N'Faré Agbéi — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Anago Kotchanlo — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Dagou Laré — A.C. néant, gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade de gardien de la paix de 2^e classe

1-1-64 — Ahouandjinou Michel — A.C. 4 mois 15 jours, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Loguébéné Etienne — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Banqué Laré — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Fadonougbo Gabriel — A.C. 6 mois R.S. M. néant, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Roland Blaise, A.C. néant, R.S.M. 4a, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Batovi Bakagni — A.C. 6 mois R.S.M. néant, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

1-1-64 — Déglà Joseph — A.C. néant, R.S.M. néant, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

- 1-1-64 — Mensah Robert — A.C. 6 mois R.S.M. 6 mois, gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon
 1-1-64 — Agbagla Félix — A.C. 1a 3 mois R.S.M. 1a gardien de la paix 2^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade de gardien de la paix 1^{re} 2^e classe

- 1-1-64 — Gbafa Raphaël — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Abatan Dominique — A.C. 6 mois, gardien de la paix de 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Karsoua Kontré — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Kombaté Laré — A.C. néant, R.S.M. 6a 1a mois, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Ahlin Comlanvi — A.C. 6 mois R.S.M. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Ado Sylvain — A.C. néant, R.S.M. 3a, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Agbéressi Issa — A.C. 6 mois R.S.M. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Houéhanou A. Gilbert — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Logoyou Komlan Germain — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Tchamié François — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Meba Adolphe — A.C. néant, gardien de la paix de 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Mensah Damien — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Bassabi Bonfo — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Kaboua Abalo — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Laré Parou — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Kpatikatola Ywassa Germain — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Moëvi Kpakpovi Isaac — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Dadjo Antoine — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Dadjo Raphaël — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Issiaka M. Amadou — A.C. néant, R.S.M. 1a, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Mamadou Boukari — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Noubukpo William — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Roland Robert — A.C. néant, R.S.M. 9m, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Sago Katassi Jean-Marie — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon

- 1-1-64 — Yassihwu Bio — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Agbodjan Jean-Marie — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon
 1-1-64 — Aokpé Comlan Boniface — A.C. néant, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon

Classements

N° 213-D-MFP du 5-3-64 — M. Bitho Théophile, agent permanent 3^e catégorie échelle A, attaché de cabinet du Ministre du Travail et des Affaires Sociales est classé à la hors catégorie, pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Le salaire de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 24, article 2.

N° 242-D-MFP du 16-3-64 — M. Akpandja N. Christophe, agent permanent 6^e catégorie échelle A, en service au contrôle financier est classé à la hors catégorie pour compter du 1^{er} mars 1964.

Disponibilité

Mise

N° 86-MFP du 10-3-64 — M. Afanou Y. John, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période d'un (1) an, à compter du 1^{er} mars 1964.

Maintien

N° 90-MFP du 12-3-64 — M. Yevu Gabriel, moniteur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, placé dans la position de disponibilité sans traitement par arrêté n° 88-MFP du 11 mars 1963, est maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une nouvelle période d'un (1) an, à compter du 1^{er} février 1964.

Absence irrégulière

N° 237-D-MFP du 10-3-64 — Est constatée, à compter du 12 février 1964, l'absence irrégulière de son poste de M. Forson Moses, mécanographe contractuel, en service au réseau des C. F. T.

Pendant toute la durée de son absence, M. Forson n'aura droit à aucun traitement.

Retraite

N° 75-MFP du 5-3-64 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 139-MFP du 16 mai 1961 portant admission à la retraite.

M. Mensah Benjamin, infirmier principal de 2^e échelon (indice 415) est reclassé dans le nouveau corps médical et technique de la Santé Publique au grade d'infirmier principal de classe exceptionnelle (catégorie D) indice 670/678.

L'intéressé, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 8 mars 1963.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES pour la fourniture de carburants pour le service des Travaux Publics du Togo.

Le Service des Travaux Publics du Togo se propose d'acheter les carburants (essence et gas-oil) nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1964 des parcs automobiles et engins des Subdivisions de :

- Travaux Publics du Sud à Lomé
- Travaux Publics du Centre à Atakpamé
- Travaux Publics du Nord à Sokodé
- Travaux publics de Mango-Dapango.

Le devis-programme de ces fournitures, ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés au Service des Travaux Publics du Togo (Arrondissement-Routes).

Les soumissions, dans la forme indiquée au devis-programme, devront parvenir, par pli recommandé ou être déposées le 18 mars 1964 avant onze (11) heures g.m.t. à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés — Palais du Gouvernement à Lomé.

L'ouverture des plis, qui sera publique, aura lieu le même jour à quinze (15) heures.

Lomé, le 21 février 1964
Le directeur du service des T.P.,
R. Hubner,
ingénieur ppal. des T. P.

AVIS D'APPEL D'OFFRES pour la transformation de l'ancien immeuble de l'Inspection Maritime en Ministère de la Justice.

Il est lancé un avis d'appel d'offres pour la transformation de l'ancien immeuble de l'Inspection Maritime en Ministère de la Justice.

Les demandes d'autorisation de participer à cet appel d'offres seront faites en même temps que le dépôt des soumissions suivant les indications données dans le devis-programme.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres seront délivrés par l'Arrondissement-Bâtiments (Direction des T.P.) moyennant la fourniture d'un rouleau de papier ozalid et d'un rouleau de papier calque pour un exemplaire du dossier.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Arrondissement-Bâtiments.

Lomé, le 10 mars 1964

Le directeur du Service des T.P.

R. Hubner,

ingénieur ppal. des T.P.

Immatriculations au registre de commerce

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 2 janvier 1964 sous le n° 865 chronologique, M. Ramanou Mouhile a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Ramanou Mouhile Tawacalitou Syndicate ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 190 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 9 janvier 1964 sous le n° 866 chronologique, M. Mensah Kowuvi Michel a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Mensah Kowuvi Michel ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 223 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 9 janvier 1964 sous le n° 867 chronologique, M. Haddad Joseph, gérant statutaire de la société dite : « Société Africaine pour le Commerce et l'Industrie » (SOACI), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 145 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 11 janvier 1964 sous le n° 870 chronologique, M. Gbedema David a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Etablissements Gbedema David ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 224 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 11 janvier 1964 sous le n° 871 chronologique, M. Glassou Jacques a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Etablissements Glassou Jacques — B.P. 542 — Lomé ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 225 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 14 janvier 1964 sous le n° 873 chronologique, M. Lawson Michel a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Etablissements A. M. Lawson ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 226 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 22 janvier 1964 sous le n° 880 chronologique, M. Falana Taofiqui, gérant de la société dite : « La Demeure Africaine » (DAFRIC), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 148 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 6 février 1964 sous le n° 881 chronologique, M. Olympio Constant César, gérant statutaire de la société dite : « Comptoir du Mono » (COMO), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 149 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 27 février 1964 sous le n° 885 chronologique, M. Ousmane Salifou a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au Livre 1 n° 228 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 9 novembre 1963 sous le n° 852 chronologique, M. Adekplovi Boniface a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Adekplovi Boniface ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 217 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 15 novembre 1963 sous le n° 854 chronologique, Mme Aja-von Latitia a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « Au Bon Textile ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 218 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 15 novembre 1963 sous le n° 855 chronologique, Mme Bocco Julie, née Ajavon, a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne : « De Tous Textiles ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 219 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 15 novembre 1963 sous le n° 858 chronologique, M. Marcus Kponsou, fondé de pouvoirs de la société dite : « Société de Représentation d'Assurances et de Réassurances Africaines » (SORARAF), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au Livre 4 n° 129 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 16 novembre 1963 sous le n° 857 chronologique, M. Agbodjan Tobias, gérant de la société dite : « Société togolaise de distribution économique » (SO.TO.DE.CO.), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de Commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 142 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 27 novembre 1963 sous le n° 859 chronologique, Mme César K. Régine a requis son immatriculation au registre de Commerce sous l'enseigne : « César K. Régine ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 220 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 5 décembre 1963 sous le n° 860 chronologique, M. William Mensah Apaloo a requis son immatriculation au registre de Commerce sous l'enseigne : « William Mensah Apaloo ».

Inscription a été faite au Livre 1 n° 221 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 11 décembre 1963 sous le n° 861 chronologique, M. Mathias Eklou Natey, gérant de la société dite : « Société togolaise de poissons et légumes frais » (SO.TO.PO.LE.F.), a requis l'immatriculation de ladite société au registre de Commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 143 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 18 décembre 1963 sous le n° 863 chronologique, M. Sabatier Pierre Jean Marie, gérant statutaire de la société dite : « P. Sabatier et Cie » a requis l'immatriculation de ladite société au registre de Commerce.

Inscription a été faite au Livre 3 n° 144 analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffier en chef,
E. T. Lawson

Radiation au registre de commerce

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé le 15 janvier 1964 sous le n° 874 chronologique, M. Olympio Charles Urbano a requis la radiation de son fonds de Commerce immatriculé au registre de Commerce sous l'enseigne : « Etablissement C. U. Olympio ».

Mention a été faite au Livre 1 n° 151 analytique.

Pour insertion et avis :

Le greffier en chef,
E. T. Lawson

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 30 SEPTEMBRE 1963

(en francs c.f.a.)

ACTIF		PASSIF	
— Disponibilités en dehors de la zone d'émission		— Engagements à vue	
— Billets de la zone franc	101.501.487	— Billets et monnaies en circulation	42.284.970.681
— Correspondants en France	1.606.873	— Comptes courants créditeurs	1.408.605.079
— Trésor Français	22.354.023.996	— Banques et Institutions étrangères	145.060.482
— Fonds monétaire international	1.727.992.837	— Banques et Institutions financières Ouest-Africaines	430.178.633
— Disponibilités dans la zone d'émission	34.548.322	— Trésors Ouest-Africains	707.883.712
— Effets escomptés (1)	17.750.566.719	— Autres comptes courants et de dépôts Ouest-Africains	125.482.252
— Effets pris en pension	578.000.000	— Transferts à exécuter	125.598.788
— Avances à court terme	—	— Capital	2.800.000.000
— Trésors nationaux découverts en compte courant	3.038.000.000	— Trésors nationaux dépôts spéciaux	5.815.029.914
— Titres de participation et autres Immobilisations (moins amortissements)	1.873.707.573	— Comptes d'ordre et divers	1.744.936.629
— Trésors nationaux, placements effectués pour leur compte	5.815.029.914		54.179.141.091
— Comptes d'ordre et divers	904.163.370		
	54.179.141.091		
(1) dont : Obligations cautionnées	51.758.430	Le Directeur Général, R. Julienne	
Effets à moyen terme	2.541.708.810		
sur autorisation en cours de	5.289.000.000		

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 OCTOBRE 1963

(en francs c.f.a.)

ACTIF		PASSIF	
— Disponibilités en dehors de la zone d'émission		— Engagements à vue	
— Billets de la zone franc	131.432.680	— Billets et monnaies en circulation	42.426.954.022
— Correspondants en France	3.744.166	— Comptes courants créditeurs	1.396.804.746
— Trésor Français	21.977.441.120	— Banques et Institutions étrangères	160.272.572
— Fonds monétaire international	1.727.992.837	— Banques et Institutions financières Ouest-Africaines	369.773.241
— Disponibilités dans la zone d'émission	21.547.437	— Trésors Ouest-Africains	739.601.753
— Effets escomptés (1)	19.629.724.075	— Autres comptes courants et de dépôts Ouest-Africains	127.157.180
— Effets pris en pension	578.000.000	— Transferts à exécuter	401.474.247
— Avances à court terme	—	— Capital	2.800.000.000
— Trésors nationaux découverts en compte courant	1.908.000.000	— Trésors nationaux dépôts spéciaux	8.243.627.671
— Titres de participation et autres Immobilisations (moins amortissements)	1.875.023.166	— Comptes d'ordre et divers	1.579.845.366
— Trésors nationaux, placements effectués pour leur compte	8.243.627.671		56.848.706.052
— Comptes d'ordre et divers	752.172.900		
	56.848.706.052		
(1) dont: Obligations cautionnées	1.524.900.000	Le Directeur Général, R. Julienne	
Effets à moyen terme	2.630.999.477		

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 30 NOVEMBRE 1963

(en francs c.f.a.)

ACTIF		PASSIF	
— Disponibilités en dehors de la zone d'émission		— Engagements à vue	
— Billets de la zone franc	125.130.668	— Billets et monnaies en circulation	44.374.354.021
— Correspondants en France	4.910.601	— Comptes courants créditeurs	2.788.740.423
— Trésor Français	24.982.137.018	— Banques et Institutions étrangères	135.992.532
— Fonds monétaire international	1.727.992.837	— Banques et Institutions financières Ouest-Africaines	713.261.979
— Disponibilités dans la zone d'émission	22.813.630	— Trésors Ouest-Africains	1.789.496.894
— Effets escomptés (1)	20.528.661.202	— Autres comptes courants et de dépôts Ouest-Africains	149.989.018
— Effets pris en pension	575.500.000	— Transferts à exécuter	448.080.160
— Avances à court terme	—	— Capital	2.800.000.000
— Trésors nationaux découverts en compte courant	1.136.000.000	— Trésors nationaux dépôts spéciaux	7.752.291.768
— Titres de participation et autres Immobilisations (moins amortissements)	1.879.181.236	— Comptes d'ordre et divers	1.691.343.160
— Trésors nationaux, placements effectués pour leur compte	7.752.291.768		
— Comptes d'ordre et divers	1.120.190.572		
	59.854.809.532		59.854.809.532

(1) dont: Obligations cautionnées . . . 1.104.700.000
 Effets à moyen terme . . . 2.768.012.244
 sur autorisation en cours de . . . 6.230.000.000

Le Directeur Général,
 R. Julienne

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 DECEMBRE 1963

(en francs c.f.a.)

ACTIF		PASSIF	
— Disponibilités en dehors de la zone d'émission		— Engagements à vue	
— Billets de la zone franc	166.212.337	— Billets et monnaies en circulation	54.239.437.296
— Correspondants en France	7.674.403	— Comptes courants créditeurs	2.696.236.126
— Trésor Français	27.896.125.139	— Banques et Institutions étrangères	261.819.061
— Fonds monétaire international	1.727.992.837	— Banques et Institutions financières Ouest-Africaines	577.045.215
— Disponibilités dans la zone d'émission	3.492.332	— Trésors Ouest-Africains	1.721.971.500
— Effets escomptés (1)	28.434.501.222	— Autres comptes courants et de dépôts Ouest-Africains	135.400.350
— Effets pris en pension	633.055.394	— Transferts à exécuter	196.861.488
— Avances à court terme	—	— Capital	2.800.000.000
— Trésors nationaux découverts en compte courant	—	— Trésors nationaux dépôts spéciaux	8.332.224.918
— Titres de participation et autres Immobilisations (moins amortissements)	1.890.822.308	— Comptes d'ordre et divers	1.647.573.286
— Trésors nationaux, placements effectués pour leur compte	8.332.224.918		
— Comptes d'ordre et divers	820.232.224		
	69.912.333.114		69.912.333.114

(1) dont: Obligations cautionnées . . . 1.052.600.000
 Effets à moyen terme . . . 2.874.024.554
 sur autorisation en cours de . . . 6.041.000.000

Le Directeur Général,
 R. Julienne

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU 31 JANVIER 1964

(en francs c.f.a.)

ACTIF		PASSIF	
— Disponibilités en dehors de la zone d'émission		— Engagements à vue	
— Billets de la zone franc	164.866.862	— Billets et monnaies en circulation	61.781.189.958
— Correspondants en France	2.798.792	— Comptes courants créditeurs	2.019.334.348
— Trésor Français	28.322.806.373	— Banques et Institutions étrangères	182.002.919
— Fonds monétaire international	1.727.992.837	— Banques et Institutions financières Ouest-Africaines	589.827.237
— Disponibilités dans la zone d'émission	39.786.757	— Trésors Ouest-Africains	1.042.607.427
— Effets escomptés (1)	34.063.407.704	— Autres comptes courants et de dépôts Ouest-Africains	204.896.765
— Effets pris en pension	1.410.978.965	— Transferts à exécuter	397.267.786
— Avances à court terme	—	— Capital	2.800.000.000
— Trésors nationaux découverts en compte courant	35.000.000	— Trésors nationaux dépôts spéciaux	6.752.462.928
— Titres de participation et autres Immobilisations (moins amortissements)	1.932.281.849	— Comptes d'ordre et divers	1.736.917.493
— Trésors nationaux, placements effectués pour leur compte	6.752.462.928		75.487.172.513
— Comptes d'ordre et divers	1.034.789.446		
	75.487.172.513		

(1) dont : Obligations cautionnées 578.300.000
 Effets à moyen terme 2.910.954.379
 sur autorisation en cours de 6.033.000.000

Le Directeur Général,
 R. Julienne

Récépissés de déclaration d'associations

Titre de l'association: «Living Star Dancing Club» ou «Société de Danse Etoile Vivante».

But: Enseigner, vulgariser la danse classique et moderne du ball-room, développer les goûts artistiques, culturels et sociaux de ses membres et entretenir entre eux des sentiments de cordialité et de solidarité.

Siège social: au parc des sports-court de tennis N'Dagni (Tsévié)

Pièces annexées à la déclaration: Statuts.

Titre de l'association: «Adjrégo-Tovi Habobo»

But: a) Unir tous les frères et sœurs d'Adjrégo demeurant à Lomé.

b) Resserer les liens, secourir mutuellement en cas de nécessité tous ses membres.

c) Prodiguer l'éducation coutumière en son sein.

Siège: Lomé.

Pièces annexées à la déclaration: Statuts.

NECROLOGIE

Le ministre de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Aissah Michel, infirmier ordinaire 3^e échelon, survenu à Niamtougou le 17 février 1964.

